

**L'éditorial
d'Arlette
Laguiller**

p. 3

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

**Unité
ouvrière**
UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Hebdomadaire - paraît le vendredi - n° 2187 - 2 juillet 2010 - Prix: 1 € - DOM: 1,50 €

Affaire Bettencourt-Woerth

**En haut, les scandales
et l'argent qui coule à flots
En bas, chômage et pauvreté**

**Ah, ça ira, ça ira...
ça n'ira pas toujours
comme ça !**



p. 3 et 5

SOMMAIRE

Leur société

p. 4 ■ France Inter, ou la voix de son maître ?

■ Vers un racket des retraités

■ Absentéisme scolaire

p. 5 ■ L'affaire Woerth

■ Histoire de l'honorable famille Bettencourt

p6 ■ Les sinistrés de Xynthia toujours mobilisés

■ Indemnisation des victimes des essais nucléaires bien limitée

■ Hausse du chômage

■ Sarkozy à La Courneuve

p. 7 ■ La salve des hausses du 1^{er} juillet

■ Autoroutes : les usagers rackettés

■ Le gouvernement s'en prend aux mères fonctionnaires

Dans le monde

p. 8-9 ■ Espagne

■ Réforme du droit du travail... contre les travailleurs

■ Prêtres pédophiles

■ Mali : les islamistes s'opposent à la remise en cause du statut moyenâgeux de la femme

■ Afghanistan : un général remplace l'autre, mais la guerre continue

■ Comment la richesse d'un pays peut devenir une calamité supplémentaire

p. 10 ■ Kirghizistan : le pire peut-être à venir

■ G8-G20 : beaucoup de bruit pour rien

p. 16 ■ Grèce : nouvelle grève générale

■ Maroc : intervention brutale contre les étudiants d'Agadir

■ Dacia-Pitest-Roumanie : un ouvrier tué

La journée du 24 juin

p. 11 ■ Après le succès de la journée de manifestation du 24 juin, continuer et renforcer la pression

Dans les entreprises

p. 12 ■ Manifestation de soutien aux postiers

■ Equant-Rennes : un succès

■ Thomson Technicolor – Rennes deuxième semaine de grève

■ Sans-papiers

p. 13 ■ PSA Aulnay-sous-Bois : fermeture de l'équipe de nuit

■ Cliniques privées – Clermont-Ferrand : treize jours de grève

■ Boulogne-sur-mer : clinique en grève

p. 14 ■ Steelcase-Marlenheim (Bas-Rhin)

■ SNCF-Ile-de-France : modernisation... à petite vitesse

■ Fret SNCF : stop à la suppression de milliers de postes de travail

Il y a 50 ans

p. 15 ■ L'indépendance du Congo belge

Cet été, les militants de Lutte Ouvrière dans votre ville !

C'est reparti ! Comme chaque année, durant la période estivale, les « caravanes » de Lutte Ouvrière prennent la route.

En fait, elles prolongent une présence que nous nous efforçons d'avoir durant l'année, dans diverses villes et régions du pays, mais en l'élargissant pour profiter d'une période pendant laquelle beaucoup sont plus disponibles.

Il nous semble important de multiplier les occasions de

se rencontrer, de discuter avec tous ceux qui, aujourd'hui plus encore qu'hier, subissent les mauvais coups du patronat et du gouvernement à son service. Et ces rencontres sont d'autant plus utiles dans cette période de crise.

Cette crise a en effet servi de révélateur. Elle a mis fin aux illusions, pour ceux qui en avaient encore, sur un système capitaliste qu'on nous présentait comme le meilleur système économique possible,

comme seul porteur du progrès. Aujourd'hui, il a conduit à une catastrophe planétaire se traduisant par des millions de chômeurs, des centaines de millions d'affamés, alors que les possibilités existent de satisfaire les besoins et d'améliorer le sort de tous.

Cette crise est le visage réel du capitalisme, dont le seul moteur, l'unique motivation, est de faire du fric, le plus de fric possible et le plus vite possible, par tous les moyens, même si la

collectivité doit en crever.

Ceux qui en subissent les effets s'interrogent : pourquoi et comment cela existe-t-il, mais surtout comment faire face ? Ce débat, nous voulons le mener avec ceux qui le souhaitent. Et c'est pourquoi les militants de Lutte Ouvrière vont à votre rencontre.

Nous annonçons dans cette page les premières villes-étapes où nous serons présents. D'autres suivront.

Côte basque - Béarn - Landes

Lundi 5 juillet : Anglet et Biarritz (Pyrénées-Atlantiques)

Mardi 6 juillet : Dax (Landes)

Mercredi 7 juillet : Bayonne (Pyrénées-Atlantiques)

Jeudi 8 juillet : Tarbes (Hautes-Pyrénées)

Vendredi 9 juillet : Pau (Pyrénées-Atlantiques)

Samedi 10 juillet : Mont-de-Marsan (Landes)

Savoie - Ain

Lundi 5 juillet : Chambéry (Savoie)

Mardi 6 juillet : Albertville (Savoie)

Mercredi 7 juillet : Annecy (Haute-Savoie)

Jeudi 8 juillet : Oyonnax (Ain)

Vendredi 9 juillet : Villefranche-sur-Saône (Rhône)

Samedi 10 juillet : Bourg-en-Bresse (Ain)

Bretagne

Lundi 5 juillet : Brest (Finistère)

Mardi 6 juillet : Quimper (Finistère)

Mercredi 7 juillet : Concarneau (Finistère)

Jeudi 8 juillet : Vannes (Morbihan)

Vendredi 9 juillet : Lanester (Morbihan)

Samedi 10 juillet : Lorient (Morbihan)

Vosges

- Franche-Comté

Lundi 5 juillet : Besançon (Doubs)

Mardi 6 juillet : Pontarlier (Jura)

Mercredi 7 juillet : Vesoul (Haute-Saône)

Jeudi 8 juillet : Épinal (Vosges)

Vendredi 9 juillet : Gérardmer (Vosges)

Samedi 10 juillet : Saint-Dié (Vosges)

Pas-de-Calais - Nord - Somme

Lundi 12 juillet : Saint-Omer (Pas-de-Calais)

Mardi 13 juillet : Dunkerque (Nord)

Mercredi 14 juillet : Boulogne (Pas-de-Calais)

Jeudi 15 juillet : Amiens (Somme)

Vendredi 16 juillet : Arras (Pas-de-Calais)

Samedi 17 juillet : Cambrai (Nord)

Seine-et-Marne - Yonne

Lundi 12 juillet : Auxerre (Yonne)

Mardi 13 juillet : Montargis (Loiret)

Mercredi 14 juillet : Sens (Yonne)

Jeudi 15 juillet : Nemours (Seine-et-Marne)

Vendredi 16 juillet : Montereau (Seine-et-Marne)

Samedi 17 juillet : Melun (Seine-et-Marne)

Versez à la souscription de Lutte Ouvrière

Il faut qu'il y ait dans ce pays des militants, un parti qui continue à défendre les idées de lutte de classe et la perspective d'une transformation révolutionnaire de la société, en un mot les idées communistes. C'est le combat que veut mener Lutte Ouvrière, un combat qui nécessite beaucoup d'énergie militante, mais aussi bien sûr de l'argent.

Pour financer ses activités dans la période qui vient, Lutte Ouvrière ne peut compter que sur ses militants, ses sympathisants, sur tous ceux qui partagent

avec nous la conviction qu'il faut mettre fin à l'organisation sociale actuelle basée sur l'exploitation, le profit privé et la concurrence. C'est à eux que nous faisons appel aujourd'hui pour verser à notre souscription.

Merci d'adresser vos dons par chèque libellé à l'ordre de :

Association de financement du parti Lutte Ouvrière

en les envoyant à l'adresse suivante :

LUTTE OUVRIERE
BP 233
75865 PARIS CEDEX 18

Merci aussi de nous indiquer lisiblement vos nom, prénom et adresse, pour nous permettre l'envoi du reçu fiscal auquel ce don donnera droit.

En effet, les dons à un parti politique, plafonnés par la loi à 7 500 euros par an, donnent droit à une réduction d'impôt dans la proportion de 66 % de ce don et dans la limite de 20 % du revenu imposable. Ainsi un don de 300 euros donnera droit à une

réduction d'impôts de 200 euros, à condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme.

L'association de financement du parti Lutte Ouvrière a été agréée le 30 novembre 2009. Elle est seule habilitée à recueillir les dons de personnes identifiées. Les dons d'une personne physique à un parti politique sont plafonnés à 7 500 euros par an. Tout don supérieur à 150 euros doit être versé par chèque. Seuls les dons versés par chèque ouvrent droit à la réduction fiscale prévue par la loi.

LUTTE OUVRIÈRE
Union Communiste (Trotskyiste)
membre de l'Union Communiste Internationaliste

L'Union Communiste trotskyste qui publie Lutte Ouvrière, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui le communisme et le socialisme sont le seul avenir pour l'humanité menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle divisée en classes sociales, qui repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Nous sommes convaincus que les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte Ouvrière est édité par la société Éditions d'Avron – 6, rue Florian 93500 Pantin – Téléphone : 01 48 10 86 20 - SARL au capital de 7 622,45 euros, durée cinquante ans à partir du 1er janvier 1970 – Gérant : Michel Rodinson. Associés : René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de la publication et responsable de la rédaction : Michel Rodinson. – Tirage : 14 000 exemplaires. Impression : Rotos 93 – 3, rue du Parc 93150 Le Blanc-Mesnil, téléphone : 01 48 14 21 65. – Commission paritaire des publications n° 1014 C 85576.

Lutte Ouvrière c/o Editions d'Avron 6, rue Florian - 93500 Pantin. Lutte Ouvrière (Ile-de-France) c/o Editions d'Avron 153-155 Avenue Jean-Lolive - 93500 Pantin. Téléphone : 01 48 10 86 20 - Télécopie : 01 48 10 86 26

SUR INTERNET

www.lutte-ouvriere.org

www.union-communiste.org

contact@lutte-ouvriere.org

Lutte Ouvrière l'hebdomadaire

www.lutte-ouvriere-journal.org

Lutte Ouvrière multimédia (télé, radio, CLT)

www.lutte-ouvriere.org/multimedia

Lutte Ouvrière audio

(version parlée de nos textes)

www.lutte-ouvriere-audio.org

Adresser toute correspondance à :
LUTTE OUVRIÈRE - BP 233 - 75865 PARIS CEDEX 18

ABONNEZ-VOUS ! à Lutte Ouvrière et Lutte de Classe

Nom :Prénom :

Adresse :

Code postal :Ville :

Ci-joint la somme de :

par chèque à l'ordre de Lutte Ouvrière

ou virement postal : CCP 26 274 60 R PARIS

Tarif des abonnements	Lutte Ouvrière		
Destination :	6 mois	1 an	1 an
France, DOM-TOM	18 €	35 €	15 €
DOM-TOM avion	25 €	50 €	21 €
Europe, Afrique, Proche et Moyen-Orient	30 €	60 €	20 €
USA, Canada	35 €	70 €	22 €
Autre Amérique, Asie, Océanie	43 €	85 €	25 €
Envois sous pli fermé : tarifs sur demande			

L'éditorial

d'Arlette Laguiller

Éditorial des bulletins d'entreprises
du 28 juin



Leur monde et le nôtre

On dirait un mauvais roman policier: une veuve multi-milliardaire, héritière d'une des plus grandes fortunes du pays; une dispute familiale glauque, comme savent en sécréter les familles bourgeoises lorsqu'elles se déchirent autour d'un héritage; un maître d'hôtel indiscret qui enregistre les conversations privées de sa milliardaire de patronne pour donner les cassettes à la fille, en procès avec la mère; une île aux Seychelles; de l'argent planqué en Suisse; un artiste à ce qu'il paraît doué, qui l'est en tout cas pour les affaires

puisque'il a réussi à se faire offrir pour un milliard d'euros de cadeaux...

Et il y aussi les ministres, dont l'un, ministre du Budget en son temps, une femme employée dans l'officine chargée de gérer la fortune professionnelle de la milliardaire...

En décortiquant l'affaire Bettencourt-Woerth, la presse apporte chaque jour de nouvelles révélations. Lorsqu'il était ministre du Budget, Woerth prétendait faire du combat contre l'évasion fiscale sa marque de fabrique. Cela la fichait déjà mal que son épouse soit embauchée comme conseillère fiscale d'une des plus grosses contribuables, ou du moins qui devrait l'être. Cela la fiche encore plus mal lorsque le bras droit de la milliardaire reconnaît quelques tricheries fiscales! Ce bras droit s'est vu épingleur la Légion d'honneur à sa boutonnière par Éric Woerth, peu de temps après avoir embauché sa femme!

Et voilà qu'un hebdomadaire fait état d'un déjeuner entre Éric Woerth et Robert Peugeot peu après que celui-ci, victime d'un cambriolage, s'est fait voler 500 000 euros en lingots d'or. Excusez du peu! Éric Woerth aurait-il conseillé à Peugeot de réduire la valeur déclarée, pour réduire son impôt sur la fortune? Jamais de la vie, proteste Woerth, Robert Peugeot est simplement un ami avec qui il est normal de déjeuner!

Mais justement! Toutes ces affaires braquent au moins un petit rayon de lumière sur leur monde, le monde des grands bourgeois avec leurs serviteurs politiques, le monde de ceux qui dirigent la société, le monde de ceux qui peuvent faire des cadeaux d'un milliard ou se faire dérober 500 000 euros en lingots d'or sans que cela écorne leur fortune.

En étant l'actionnaire principale du premier groupe mondial de cosmétiques, L'Oréal, Mme Bettencourt pèse sur la politique. Pas parce que son défunt mari avait été ministre lui-même, mais parce que des ministres, elle peut se les acheter ou se les fabriquer sur mesure.

Car, dans son écurie, il n'y a pas que l'épouse de Woerth. Il y a aussi Luc Chatel, l'actuel ministre de l'Éducation nationale, qui a commencé sa carrière comme chef de produit chez L'Oréal pour y devenir DRH. Même s'il dément avoir été poussé à la politique par les Bettencourt, cela crée tout de même des liens. Des liens entretenus au fil des ans par de l'argent versé par la famille aux grands partis politiques susceptibles de se retrouver au gouvernement. Aux partis de droite de préférence, car le cœur de la famille est tout naturellement de ce côté-là. Mais sans être sectaire pour autant: Bettencourt, le défunt mari, était lié d'amitié avec Mitterrand, dans un parcours commun qui les avait conduits de l'extrême droite d'avant-guerre à la Résistance.

Voilà le beau monde qui nous gouverne. Un beau monde où l'argent coule à flots au point d'éclabousser de temps à autre un ministre, mais qui est impitoyable vis-à-vis du pauvre qui ne peut plus payer sa facture de gaz ou son loyer.

Toute cette affaire tombe mal pour Éric Woerth, qui est en pointe dans l'attaque du gouvernement contre les retraites. Elle lui coûtera peut-être sa carrière, car la solidarité témoignée par ses collègues ne les empêchera pas de lui faire des crocs-en-jambe. Mais, au-delà des avatars du moment, tout ce beau monde est lié par une profonde complicité, une complicité de classe. Celle de cette haute bourgeoisie qui sait que ses richesses, ses hôtels particuliers, ses îles paradisiaques, sa capacité à s'acheter les services des hommes politiques, tout cela vient de l'exploitation. Tout cela vient des salaires dérisoires payés aux conditionneuses des usines de L'Oréal et de l'usure des ouvriers sur chaîne de Peugeot-Citroën. Il vient aussi des euros volés aux retraités poussés à travailler plus longtemps et qui, grâce à Woerth et Cie, ont de moins en moins de chances d'obtenir une retraite à taux plein.

Alors, Éric Woerth, coupable ou pas de complicité avec Mme Bettencourt dans une affaire de fraude fiscale? Ils sont en tout cas, chacun à sa place, les rouages et les profiteurs d'un système dont les crimes vont bien au-delà d'une affaire fiscale.

Arlette LAGUILLER

• Train de vie de l'État

Une fausse austérité pour cacher la vraie

Dans une lettre adressée à Fillon et immédiatement rendue publique, Sarkozy annonce que l'État va se mettre à la diète, car il serait urgent de «*redresser les comptes publics*». La fonction publique est pourtant déjà au régime sec depuis belle lurette et cela se traduit, se réjouit le président, par la suppression de 100 000 postes de fonctionnaires, représentant une économie de sept milliards d'euros par an.

Mais voilà, les infirmières débordées de travail, les instituteurs aux classes surchargées, les collégiens laissés à eux-mêmes, les facteurs qui partent

en tournée chargés comme des baudets et la population qui voit disparaître les services publics de proximité voient en même temps président et ministres vivre sur un grand pied. Des cigares pour 12 000 euros aux missions inutiles mais grassement payées, des ministres qui touchent leur retraite de parlementaire en plus de leur salaire jusqu'aux voyages officiels où l'on emmène ses amis, le haut personnel politique ne se prive de rien.

Au moment où ce gouvernement veut imposer à tous les salariés de travailler plus longtemps pour des retraites

diminuées, les mœurs gouvernementales frisent la provocation. Sarkozy annonce donc que les ministres feront désormais tout ce qu'ils n'ont pas fait, lui le premier, jusque-là: être respectueux de l'argent public et irréprochables sur le plan moral.

C'est un peu tard pour faire passer ce gouvernement pour une phalange de gestionnaires intègres et désintéressés. Sarkozy ne compte sans doute pas là-dessus et ce n'est pas sa lettre qui contraindra ministres et secrétaires d'État à se transformer en moines trappistes.

Mais en mettant le doigt sur le train de vie de ses ministres, Sarkozy voudrait faire prendre l'ombre pour la proie. Car ce ne sont pas les dépenses personnelles des ministres, aussi éhontées soient-elles, qui ruinent les finances publiques. C'est leur politique de cadeaux constants, et d'un montant autrement considérable, aux capitalistes. La dette publique est actuellement de 1 500 milliards d'euros, en constante augmentation du fait des cadeaux faits aux grandes banques et aux groupes industriels, des subventions distribuées à tout-va, des dégrèvements de cotisations

sociales, etc.

C'est pour contrebalancer une partie de ces dépenses que le gouvernement supprime des postes de fonctionnaires par dizaines de milliers chaque année, sabre les services publics et fait des économies sur tout ce qui est utile à la population. Cette austérité-là, réelle, appliquée avec constance par le gouvernement, les travailleurs n'ont aucune raison de l'accepter, quand bien même Sarkozy contraindrait Blanc à fumer du gris et les ministres à payer leur loyer.

Paul GALOIS

France Inter, ou la voix de son maître ?

Ça va être dur, le matin sur France Inter, pour ceux que faisaient rire les chroniques des humoristes Didier Porte et Stéphane Guillon. Surtout si l'auditeur avait interprété littéralement le slogan publicitaire de la radio publique, «*Écoutez la différence*», comme un engagement de la station à une certaine qualité d'informations, d'entretiens, de reportages, et, cela va sans dire... de liberté d'expression.

La «*différence*» entre le «*service public*» et les chaînes privées est plutôt mince. Les chaînes publiques sont sous la tutelle d'un pouvoir d'État, les chaînes privées aux mains de groupes financiers qui peuvent tolérer une dose plus ou moins grande d'impertinence, mais qui veillent à ce que leurs ténors de l'information et leurs économistes soient de bons défenseurs du système capitaliste.

Exit donc les humoristes Porte et Guillon. Le PDG de Radio France, Jean-Luc Hees, et le directeur de France Inter

nommé par celui-ci, Philippe Val, ont fait le ménage en censurant la petite dose d'impertinence qui se veut la «*patte*» de la station et qui, en ces temps de scandales à répétition, était considérée comme intolérable par ceux qui ont nommé tout ce monde-là, à l'Élysée.

C'est une banalité de faire remarquer que les chaînes publiques de télévision et de radio sont toujours plus ou moins étroitement sous la coupe du pouvoir politique, ce qui ne les empêche pas d'être sensibles aux réactions des annonceurs, pourvoyeurs de rentrées budgétaires, souvent liés aux premiers. Et tout cela rend leur «*indépendance*» bien fragile...

Les deux patrons et même l'ancien journaliste anarchisant qu'était Philippe Val, renouent ainsi avec cette vieille tradition qui bâillonnait les propos, dès lors qu'ils étaient considérés comme trop contestataires et trop dérangeants.

L'évolution voulue par le pouvoir semble bien dans ce sens puisque, au-delà des deux humoristes licenciés, six émissions ont aussi été supprimées,

sans même qu'une explication soit fournie au public. Parmi les disparues, diffusées à des heures de grande écoute, on compte «*Esprit critique*», une émission de critique littéraire, et «*Et pourtant elle tourne*», une chronique internationale quotidienne.

Dans une lettre ouverte aux auditeurs, adressée à ceux-ci le 24 juin, les journalistes et producteurs de France Inter, se faisant les porte-parole de tout le personnel, s'inquiètent à juste titre, quoique un peu naïvement, quant à la garantie de leur indépendance. À son tour, l'intersyndicale du personnel «*refuse la mainmise du pouvoir sur les antennes de la radio publique*» et appelle à manifester jeudi 1^{er} juillet à 18h devant la Maison de la Radio à Paris. Nombre d'entre eux étaient d'ailleurs en grève le 24 juin dernier, contre le projet du gouvernement sur les retraites, la radio ne diffusant sur les ondes que de la musique enregistrée. Là au moins, Val et Hees n'eurent pas à craindre la phrase assassine qui les eût fait gronder par leur maître.

Viviane LAFONT

• Absentéisme scolaire

Encore une crapulerie de l'UMP

Mardi 29 juin, les députés de la majorité ont voté, à la demande de l'un d'entre eux mais avec la bénédiction du gouvernement, la suppression des allocations familiales pour les familles dont les enfants sont absents des cours quatre demi-journées par mois ou plus.



L'absentéisme scolaire n'est pas le fait de gamins faisant l'école buissonnière dès que les beaux jours reviennent, ni de petits voyous des banlieues profitant de leur statut scolaire pour faire des mauvais coups. C'est un phénomène, touchant une bonne partie des élèves surtout dans certains collèges des quartiers populaires ou dans une partie encore plus grande ceux de lycées professionnels. Au point que des professeurs ne s'étonnent plus depuis longtemps lorsque de nombreux élèves sont absents à la sonnerie de huit heures. Il ne s'agit donc pas de la «*mauvaise volonté*» des familles ou des élèves, même si évidemment cela existe, mais de l'incapacité

de l'école publique à remplir correctement sa mission : éduquer ceux qui en ont le plus besoin.

Et les députés qui ont voté et votent encore les mesures qui privent l'Éducation nationale de ses moyens, qui suppriment des milliers de postes d'enseignants, de surveillants, de personnels techniques et administratifs chaque année, ont une responsabilité directe dans cet état de fait. Un ministère qui se targue de remplir un peu plus les classes chaque année pour supprimer des emplois sait qu'il pousse ainsi les élèves les plus en difficultés vers la rue.

Mais que leur importe ! Au contraire même, ces gens enfoncent encore le clou en

menaçant désormais d'ôter le pain à ceux qu'ils ont déjà privé d'éducation. Car, évidemment, s'ils osent mettre en pratique leur crapulerie, cela retombera sur les plus pauvres et les plus déboussolés, ceux qui n'ouvrent pas leur courrier, ceux qui ne se rendent jamais aux convocations, ni des juges, ni des principaux de collège, ceux dont les enfants s'élèvent tout seuls et ne mangent déjà pas tous les jours.

Il en existe dans tous les quartiers, y compris des petites villes dévastées par le chômage. Et, simplement pour montrer leurs convictions réactionnaires, les députés UMP les enfoncent un peu plus.

Paul GALOIS

• Financement de la dépendance des personnes âgées

Vers un racket des retraités

Sarkozy a annoncé pour cette fin d'année une nouvelle loi pour financer l'aide à la dépendance des personnes âgées. «*Une cause de solidarité nationale*», a-t-il souvent proclamé, proposant la création d'une cinquième branche à la Sécurité sociale, aux côtés des branches maladie, vieillesse, chômage et famille.

Il vient de dévoiler son projet de financement de

retraités imposables, en le passant de 6,6% à 7,5%, comme pour les actifs. Etendre la Contribution solidarité autonomie, mise en place après la canicule de 2003, aux quinze millions de retraités en leur prélevant une journée de pension. Ne réserver l'APA qu'aux personnes gravement dépendantes, en la supprimant à 45% des allocataires qui la touchent aujourd'hui, soit 500 000 per-



l'Allocation personnalisée d'autonomie (APA) qui, en fonction du degré d'invalidité et des revenus de la famille, finance une partie des aides à domicile ou le placement en établissement sanitaire.

Le coût de l'APA ne cesse d'augmenter avec le vieillissement de la population. Des conseils généraux n'ont plus les moyens de payer leur contribution. Aussi, les députés UMP proposent que ce soit les retraités eux-mêmes qui financent la dépendance de ceux d'entre eux devenus invalides. «*Une cause nationale de solidarité entre vieux !*»

La majorité de la commission des affaires sociales de l'Assemblée préconise quatre mesures contre tous les retraités.

Augmenter le taux d'imposition de la CSG pour les

sonnes. Quant aux allocataires ayant un patrimoine de plus de 100 000 euros, les parlementaires UMP préconisent un droit d'option sur la succession pour récupérer les aides de l'APA ; ce prélèvement serait plafonné à 20 000 euros. Et en prime, pour tous les salariés futurs retraités, ils proposent l'obligation, dès 50 ans, de souscrire une assurance privée couvrant l'éventuelle perte d'autonomie, en somme l'introduction généralisée d'une allocation sociale (retraite et maladie) par capitalisation.

Ces propositions scandaleuses ne sont peut-être qu'un ballon d'essai pour tenter de préparer les esprits à un racket supplémentaire contre les retraités. Mais ce qui est certain, c'est qu'un mauvais coup se prépare.

Louis Bastille

• La préfectorale Chasseurs de primes ?

À la fin de l'année dernière les préfets ont touché leur première prime de fonction et de résultats, soit quelques dizaines de milliers d'euros chacun, attribués suivant leurs mérites respectifs. Ces primes seraient proportionnelles à la baisse des accidents de la route et de la délinquance, ainsi qu'à l'augmentation des «*retours à l'emploi*». Le nombre de sans-papiers expulsés n'aurait pas été retenu comme critère,

même s'il a été évoqué...

Tous ces chiffres étant de toute façon collectés et fabriqués par les préfetures, on peut en effet s'attendre à ce qu'ils s'améliorent. Cela porte même un nom, la «*politique du chiffre*», dont on comprend maintenant qu'elle ne s'applique pas seulement aux activités des policiers, mais aussi aux émoluments de leurs supérieurs.

P. G.

• L'affaire Woerth

Les petits rouages de l'État bourgeois

L'affaire Woerth révèle de nouveaux faits qui illustrent les liens entre l'appareil d'État et la grande bourgeoisie. Ont ainsi été mis en lumière quelques-uns des réseaux d'influence à travers lesquels capitalistes et hommes politiques se fréquentent et s'influencent.

On a rappelé qu'Éric Woerth, en plus de ses multiples casquettes, était responsable des finances de l'UMP, et notamment des dons reçus en provenance des plus riches

patrons du pays. Les capitalistes veulent bien donner de l'argent à un parti politique, mais ils espèrent des contreparties. Il a créé une sorte de club très fermé au sein de l'UMP, le Premier cercle Premium, dont la cotisation oscille entre 3 000 et 7 500 euros par an. Pour cette somme, les généreux donateurs ont le droit de rencontrer « environ tous les trois mois » le président de la République lui-même. Et l'appartenance au club donne droit, comme l'a raconté le *Journal du dimanche*, à quelques autres

menus avantages, une Légion d'honneur par-ci, un dîner offert dans les hôtels particuliers de la République par-là, etc.

Un de ces dîners a réuni, au printemps 2008, Eric Woerth et son épouse (gestionnaire de la fortune de Liliane Bettencourt), Patrice de Maistre, autre gestionnaire de la même fortune et, en vrac, « un ancien de la banque Rothschild, plusieurs financiers, un industriel en délicatesse avec le fisc, et Robert Peugeot ».

Tout ce beau monde se connaît bien, car on part

régulièrement à la chasse ensemble, en Tanzanie, en Écosse ou au Canada « où le beau-père de l'un d'entre eux a un territoire de chasse grand comme la Belgique. »

Patrick de Maistre, modeste membre de ce club, illustre ce qu'est la bourgeoisie d'aujourd'hui. Discret, inconnu du grand public jusqu'aux révélations récentes, ce monsieur a fait sa carrière au sein des réseaux politiques et financiers et doit sa fortune à quelques beaux mariages : d'abord avec la fille d'un capitaliste ayant fait fortune dans les colonies,

grand propriétaire de forêts au Gabon ; puis avec Anne Dewavrin, ex-femme de Bernard Arnault et surtout héritière d'une des plus grandes familles d'industriels du Nord.

Ces mariages auront permis à Patrice de Maistre de s'introduire dans les milieux de la grande bourgeoisie et de la politique, et de devenir gestionnaire de la fortune de la première milliardaire de France, en créant une société dont le rôle consiste à envoyer discrètement de l'argent dans les paradis fiscaux.

Pierre VANDRILLE

Histoire de l'honorable famille Bettencourt

Patrice de Maistre, le gestionnaire de la fortune de Liliane Bettencourt, lui a fait faire en une semaine un grand bond, la faisant passer de 11 à 17 milliards d'euros. C'est dire si, dans cette famille, les milliards vont et viennent.

Liliane Bettencourt, pour devenir la femme la plus riche de France, s'est contentée d'hériter en 1957 de la fortune de son père, Eugène Schueller, propriétaire du groupe L'Oréal, et de confier ensuite à ses employés gestionnaires le soin de la faire fructifier.

Le père, au passé sulfureux, avait été le principal financier de la Cagoule, un parti de l'extrême droite fasciste en France, après la montée ouvrière et l'installation du Front populaire.

Pendant la guerre, il continua dans la même voie au sein des courants d'extrême droite qui trouvaient que Pétain n'allait pas assez loin dans sa collaboration avec les nazis. C'est à ce moment-là qu'il se lia à deux



hommes politiques, Bettencourt et Mitterrand, alors pétainistes. Ces deux hommes, pressant la défaite de l'Allemagne et la chute du régime de Vichy, s'étaient reconvertis en résistants en 1943. Ce sont

eux, de surcroît employés de Schueller, qui se portèrent à la Libération caution morale de leur patron. Schueller put ainsi échapper aux poursuites engagées contre lui.

En retour, il remercia ses

poulains. L'un, Bettencourt, épousa sa fille ; l'autre, Mitterrand, fut soutenu dans son ascension politique, qui pendant des années le plaçait franchement à droite.

Après le décès de son père,

sa fille Liliane poursuit dans une même voie en désignant, pour s'occuper de ses affaires chez L'Oréal, un autre propagandiste de l'antisémitisme et de la collaboration, François Dalle. Le passé de cet homme fut mis au jour sur le tard par un membre de l'état-major de L'Oréal, mis au placard à cause de ses origines juives.

L'important étant d'assurer au mieux la défense de sa fortune, le mari de Lilian Bettencourt fut ministre dans de nombreux gouvernements de la V^e République et finit sa carrière au Sénat.

Liliane Bettencourt n'a eu la carrière ni de son père, ni de son mari. Elle fut toujours en retrait, mais garda des liens avec nombre de politiciens : Luc Chatel, qui fut un temps DRH de L'Oréal, ou encore Éric Woerth, tous considérés comme des obligés, pour ne pas dire des serviteurs des fortunes bourgeoises.

Paul SOREL

Le ministre, le patron et les lingots

Effet collatéral de cette affaire, la révélation des petits arrangements entre le ministre et l'héritier de la famille Peugeot.

Il s'agit d'un rebondissement dans une affaire qui avait été révélée par la presse en décembre dernier : Robert Peugeot, principal héritier de la famille du même nom et PDG de la holding FFP qui gère les dividendes du groupe, avait été victime d'un cambriolage pendant qu'il était en week-end.

Robert Peugeot n'est pas Monsieur tout le monde. Quand il part en week-end,



c'est pour faire un safari et, quand il est cambriolé, c'est plusieurs centaines de milliers d'euros qui disparaissent. Il s'était fait aménager un

coffre-fort dans sa salle de bains, où il conservait des lingots d'or, des pièces d'or et des montres de luxe. Cette affaire de coffre-fort dans la salle de

bains avait fait bien rire dans les ateliers des usines PSA, et le patron y avait glané le surnom de « Bob l'éponge ».

Mais voilà, les services du fisc avaient été surpris d'apprendre que Robert Peugeot s'était fait voler l'équivalent en or de 500 000 euros, une somme qui de toute évidence avait été planquée pour ne pas être déclarée.

Et que fait-on quand on est un grand bourgeois et qu'on court le risque d'un désagréable contrôle fiscal ? On peut par exemple passer un petit coup de fil à un

ami tel qu'Éric Woerth ou se fendre d'un dîner dans un bon restaurant de la capitale pour y recevoir quelques bons conseils. Quelques jours plus tard, le préjudice du cambriolage était ramené de 500 000 à 150 000 euros, ce qui était conforme à la déclaration fiscale de Robert Peugeot.

Mais évidemment, rien ne nous dit que les choses se seraient passées ainsi. Et la déclaration initiale de Robert Peugeot était peut-être simplement due à un trouble de la mémoire.

P.V.

• Vendée et Charente-Maritime

Les sinistrés de Xynthia lanternés mais toujours mobilisés

Trois mois après la grande marée Xynthia, qui tua 47 personnes résidant sur le littoral vendéen et charentais, les sinistrés sont toujours dans l'incertitude et confrontés à l'arbitraire de l'État.

Beaucoup ne savent toujours pas si la mise en place de protections leur permettra de conserver leur maison ou s'ils seront expropriés. Dans plusieurs communes, des associations de sinistrés ont dû recourir à la justice pour imposer au préfet de leur fournir les documents sur la base desquels la carte des zones noires (zones d'expropriation) a été établie.

À cela s'ajoute le fait que de nouvelles zones d'habitation viennent de basculer de la zone orange (en attente d'un statut) à la zone noire (donc destinées à être expropriées), là encore sans que soient fournies des explications aux intéressés.

Le gouvernement, par la bouche de Fillon, avait pourtant paru reculer face à la

mobilisation des habitants, en ouvrant la possibilité pour certaines habitations de sortir de la zone noire, au cas par cas. Il avait aussi accepté, à l'inverse, que des habitants de Port-des-Barques, situés en zone jaune (requérant une protection), puissent bénéficier du statut zone noire (expropriation avec rachat au prix du marché avant la tempête).

Cependant, la dernière annonce de transformation globale de zones oranges en zones noires montre que le gouvernement n'a pas renoncé à imposer l'expropriation à des habitants réticents. On peut se demander s'il n'est pas plus sage de quitter certaines zones trop risquées. Mais il n'en reste pas moins que le choix effectué par l'État entre les zones à évacuer et celles à protéger relève plus d'un choix social que d'un choix rationnel guidé par des raisons techniques.

La loi elle-même va dans ce sens: elle justifie la construction



d'une digue si son coût est moins élevé que celui de l'expropriation, ce qui est évidemment plus fréquemment le cas pour les riches villas des Portes-en-Ré que pour de modestes pavillons construits sur du terrain meilleur marché. D'ailleurs, les habitants de Nieul-sur-Mer qui réclament: «*Nous voulons les experts de l'île de Ré*» sont conscients de cette injustice sociale qu'ils dénoncent.

En fait, ce sont les sommets de l'État qui devraient être condamnés, ont démantelé les Directions départementales de l'Équipement (DDE), ceux qui ont mis si peu de moyens pour le recensement systématique des digues, entrepris après les dramatiques inondations de Vaison-la-Romaine de 1992, qu'il n'est toujours pas achevé aujourd'hui.

Correspondant LO

• Indemnisation des victimes des essais nucléaires

Tardive et bien limitée

Quatorze ans après la fin des essais nucléaires français et à la suite de nombreuses plaintes d'anciens militaires et techniciens irradiés, le gouvernement a finalement dû accepter d'indemniser les irradiés victimes des 210 essais nucléaires effectués entre 1960 et 1996, dans le Sahara algérien d'abord puis en Polynésie française.

Mais la façon dont le gouvernement, en la personne d'Hervé Morin, le ministre de la Défense, envisage d'indemniser les victimes encore vivantes – car entre-temps d'autres sont décédées – montre que leur combat est loin d'être terminé.

Le ministre a annoncé qu'avant la fin de l'année une enveloppe de dix millions d'euros sera versée aux premiers indemnisés et que 12,5 millions d'euros seront débloqués en 2011. 150 000 travailleurs civils et militaires potentiellement irradiés seraient concernés et indemnisés à hauteur de 50 000 à 90 000 euros, en fonction de la gravité de leur maladie. Hervé Morin a cependant précisé que ces montants ne constituaient

pas un engagement mais une prévision. Une liste de 18 cancers et des zones officiellement contaminées a été établie, pour définir les modalités et le montant des indemnités.

Mais des associations comme l'association des vétérans des essais nucléaires ont dénoncé la limitation à 18 du nombre des maladies – à comparer aux trente reconnues aux USA – et la composition du comité d'indemnisation, dont cinq des huit membres doivent recevoir l'aval du ministère de la Défense, qui sera ainsi juge et

partie. De plus, la définition des zones géographiques exclut les lieux d'habitation des populations sahariennes, sous prétexte que les essais ont eu lieu dans le désert entre 1960 et 1967. Quant aux 41 essais aériens en Polynésie, qui entre 1966 et 1974 ont irradié tout l'archipel, le gouvernement ne retient comme zones à risque que quatre îles et quelques communes de Tahiti. Le ridicule ne tuant pas, Hervé Morin n'hésite pas à refaire le coup du nuage de Tchernobyl qui, selon les experts français de l'époque, s'était arrêté

opportunément aux frontières du pays! Au total, un avocat des malades irradiés estime que 90 % des cas seront exclus du dispositif.

Cela n'a pas empêché le ministre de se féliciter, car «*il était plus que temps que notre pays assume ses responsabilités*». Mais, à l'entendre justifier les limitations apportées aux indemnités, il est clair que son gouvernement multiplie les obstacles quand il s'agit d'indemniser les victimes.

Cédric DUVAL

Sarkozy à La Courneuve... pour le communiqué

Mercredi 23 juin, Sarkozy est venu en coup de vent, sans prévenir et à la nuit tombée, au bas des deux grandes barres de La Courneuve qui ont survécu aux démolitions.

Le Conseil municipal de la ville, au courant de rien, se réunissait au même moment et votait un vœu adressé au même Sarkozy, lui réclamant d'embaucher d'urgence suffisamment de personnel dans les CAF pour traiter les dossiers

en attente. Le vœu demandait aussi la réouverture de l'agence CAF de La Courneuve, fermée au public depuis plus de trois mois, comme celles de nombreuses villes du 93. Cette situation dramatique rend plus difficile pour des milliers de familles la perception des allocations auxquelles elles ont droit (RSA, Allocations familiales, APL).

Qu'aurait bien pu répondre Sarkozy à ceux qui sont privés

de ressources depuis des mois à cause de cette situation? Qu'aurait-il pu dire à ceux qui doivent faire une queue monstrueuse dans des conditions inhumaines à Bobigny ou à Saint-Denis, pour se faire ouvrir des droits ou rectifier des erreurs, malheureusement très fréquentes?

Pas étonnant que Sarkozy ait préféré effectuer sa visite de nuit et incognito.

Correspondant LO

• Hausse du chômage

Les plus de 50 ans sont les premiers touchés

Avec 22 600 demandeurs d'emploi supplémentaires en catégorie A (ceux qui n'ont pas du tout travaillé dans le mois), le chômage a augmenté de 0,8 % en mai, selon les chiffres fixés par la Dares, un organisme dépendant du ministère du Travail. Toutes catégories confondues, il atteindrait maintenant les 4 millions.

Les plus touchés par cette hausse sont les chômeurs de plus de 50 ans. Pour eux, le chômage s'est accru de 1,3 % dans le mois, et de 18,9 % sur un an. Cela n'a rien d'étonnant, les travailleurs de plus de 50 ans sont bien souvent les premiers à être victimes des plans de licenciements: usés par le travail ou dépassés par l'évolution des techniques faute d'une formation professionnelle suffisante durant leur carrière, ils n'intéressent plus les employeurs, qui préfèrent embaucher des jeunes censés être plus dynamiques et qui sont surtout payés moins cher.

Et alors que 40 % des salariés de plus de 54 ans n'ont plus d'emploi ni guère de chances d'en retrouver un, le gouvernement veut passer de 60 à 62 ans l'âge de départ à la retraite! Christine Lagarde, la ministre de l'Économie, a même eu le front de déclarer que le recul de l'âge légal de la retraite était «*de nature à favoriser l'emploi des seniors*». À l'en croire, les patrons les embaucheraient plus facilement si la période pendant laquelle ils pouvaient les faire travailler était plus longue.

À quel public Lagarde s'adresse-t-elle, pour oser proférer de telles énormités, contredites par la réalité du chômage? Certainement pas aux salariés de plus de 50 ans qui, vivant au quotidien la réalité du chômage, savent qu'ils devront attendre deux ans de plus, en vivant d'allocations, avant de pouvoir toucher une pension de retraite souvent amputée du fait qu'ils n'auront pas cotisé un nombre suffisant de trimestres.

Marianne LAMIRAL

La salve des hausses du 1^{er} juillet

Comme chaque année à la veille des congés, la note s'annonce salée.

Le gaz... Après l'augmentation de presque 10 % au 1^{er} avril, le prix va encore grimper de près de 5 %. On ne sera pas loin d'une hausse de 15 % en trois mois.

La SNCF... Les tarifs des trains Corail, Intercités et trains express régionaux

vont augmenter de 2,5 %. Ce sera nous dit-on, pour « *poursuivre (...) l'amélioration de la qualité de service* ». Ben voyons!

La RATP... Là, c'est 3,9 % d'augmentation en moyenne. Mais le ticket à l'unité passera de 1,60 à 1,70 euro (+6,25 %) et l'abonnement mensuel pour les zones 1 et 2, c'est-à-dire pour Paris et sa proche banlieue, passera

de 56,60 à 60,40 euros, soit 6,7 % d'augmentation!

La Poste... Le timbre passe de 56 à 58 centimes d'euros, soit une augmentation de 3,75 %. Etc.

Par contre, la toute petite augmentation des salaires de la fonction publique, une revalorisation de 0,5 % du point d'indice en juillet, elle, est gelée.

Éric Woerth, l'actuelle tête d'affiche des larbins du capital, n'en a pas moins promis, dimanche, au Grand Jury RTL - *Le Figaro*: « *Le pouvoir d'achat des fonctionnaires, on le préservera en 2010.* » Il est perturbé et a sans doute confondu avec la fortune des Bettencourt, des rejets Peugeot et de leurs semblables.

Sophie GARGAN

• Hausse du prix du gaz le 1^{er} juillet

Au profit des actionnaires de GDF Suez

La commission de régulation de l'énergie (CRE), autorité prétendument indépendante, a donné son accord pour une augmentation du prix du gaz, comprise entre 2 et 4,7 %, le 1^{er} juillet. Si ce dernier taux était retenu, comme il est probable, cela signifierait qu'en quatre ans et demi, en dépit d'une baisse momentanée de 11,3 % en avril 2009, les prix auront augmenté de 43 %.

La ministre de l'Économie, Christine Lagarde, inquiète de la réprobation publique, a demandé à GDF Suez et à la CRE de pratiquer une pause... non pas le 1^{er} juillet, jour de la hausse, mais après et jusqu'à la fin 2010. On ne saurait mieux se moquer du monde. Il n'est même pas dit que la CRE

accepte cette proposition...

On nous a dit et répété que la France, qui achète 97 % de son gaz naturel à l'étranger, doit répercuter ses dépenses sur les factures. On nous a dit aussi que les tarifs du gaz étaient liés à ceux du pétrole.

En réalité, les choses ne sont pas aussi simples. Il est vrai qu'en Europe (pas seulement en France) ce sont des accords à long terme qui prédominent entre fournisseurs (Russie, Norvège, Algérie, Pays-Bas, etc.) et sociétés gazières importatrices. Mais depuis quelques années la production mondiale de gaz est devenue largement excédentaire. À cela il y a deux raisons: la crise d'une part, qui ralentit la consommation et la mise en exploitation de gisements de schistes contenant du gaz, qui jusqu'à une date récente n'étaient pas jugés rentables. Du coup, en Amérique du Nord où cette technique se

développe, il y a surproduction de gaz et effondrement des prix. Et comme les États-Unis importent moins de gaz, la surproduction se répercute aussi en Europe. Si bien que les cours du gaz au jour le jour (marché dit spot) sont aujourd'hui inférieurs de moitié aux tarifs des contrats à long terme.

Il est en tout cas absurde de continuer à maintenir l'indexation du gaz sur le pétrole, ce qui n'a aucune justification.

Jusqu'à une date récente, Gaz de France était une société nationale, à laquelle on aurait pu demander, en période de crise, de ne pas pénaliser les usagers. Mais GDF a été bradée à Suez et ce groupe a annoncé 4,47 milliards d'euros de bénéfice en mars de cette année, contre 6,50 l'année d'avant. Et l'objectif de GDF Suez, c'est de renouer avec les plantureux bénéfices passés, au détriment des consommateurs.

Quels consommateurs au juste? Pour les usagers ordinaires, la messe est dite. Mais pour les gros industriels, quels sont les tarifs? Ils sont secrets et voici ce qu'en dit le magazine *l'Usine nouvelle*: « *Ces grilles tarifaires sont confidentielles, nous avons peu accès à cette information.* » Et selon ce même journal, un certain nombre d'industriels ont abandonné GDF Suez pour se fournir directement au marché spot, à moitié prix, en prenant toutefois des risques, si un jour le marché se retournait.

Les usagers ordinaires, qui ne peuvent pas jongler avec les contrats à long terme et le marché spot, et à qui on avait promis que la libéralisation du marché de l'énergie devait entraîner une baisse des prix, en ont plus qu'assez de brûler des calories pour réchauffer les bénéfices de GDF Suez.

André VICTOR

• Tarifs des autoroutes

Les usagers rackettés

À la veille des grands départs en vacances, l'association 40 millions d'automobilistes s'élève contre l'augmentation du prix des péages d'autoroutes. Ceux-ci ont augmenté de 7 à 11 % depuis la privatisation des autoroutes début 2006, et les tarifs s'appliquent dans l'opacité la plus totale.

Chaque année, les sociétés concessionnaires des autoroutes doivent négocier avec l'État les hausses de tarifs proposées en fonction de l'inflation, mais elles sont libres de les répercuter comme elles l'entendent.

Le 1^{er} février dernier, les prix des péages ont augmenté de 0,5 % en moyenne, alors qu'il n'y avait officiellement pas eu



d'inflation entre octobre 2008 et octobre 2009. Première anomalie, relève l'association, qui dénonce l'illégalité de cette hausse. En outre, le prix au kilomètre varie en fonction des tronçons d'autoroutes et, comme par hasard, plus ils sont fréquentés, plus le prix grimpe! La seule logique du profit guide les sociétés concessionnaires, Vinci, Eiffage ou autres gros du BTP. Mais là où cela devient

aberrant, c'est quand elles font payer plus cher les longs trajets que les petites distances: ainsi, l'automobiliste devra payer plus s'il roule d'une traite entre Paris et Le Mans ou Paris et Lille, par exemple, que s'il sort deux fois de l'autoroute pour y re-rentrer immédiatement.

En échange du fait qu'elles empochent seules l'argent des péages, les sociétés concessionnaires se sont engagées à

entretenir et améliorer le réseau autoroutier. Mais l'État se garde bien de leur imposer un cahier des charges strict et la même opacité sur les investissements réalisés règne aussi dans ce domaine. C'est ce que dénonçait déjà la Cour des comptes il y a deux ans, sans que quoi que ce soit ait changé depuis.

Marianne LAMIRAL

Le gouvernement s'en prend aux mères fonctionnaires

C'est une disposition datant de 1924 que le gouvernement veut supprimer: celle qui permet à un fonctionnaire, en fait le plus souvent une femme, de prendre une retraite anticipée après une troisième naissance, à condition d'avoir travaillé dans la fonction publique pendant au moins quinze ans.

En 1924, après la saignée de la Première Guerre mondiale, il s'agissait d'inciter par tous les moyens les femmes à faire des enfants. En 2010, il s'agit, sous couvert de loger tout le monde à la même enseigne, de supprimer tout ce qui peut apparaître comme un avantage particulier accordé à telle ou telle catégorie de travailleurs.

Dans le cas présent, au moins 15 000 femmes fonctionnaires avaient recours, bon an mal an, à cette disposition, généralement pour échapper à des conditions de travail pénibles peu conciliables avec le fait d'élever plusieurs enfants.

On constate donc, encore une fois, ce que valent les déclarations du gouvernement quand il prétend sans rire que sa réforme des retraites prend en compte la pénibilité du travail... Il est même si pressé de faire les poches des mères de famille travaillant dans la fonction publique que, si elles conservent la possibilité de partir en retraite anticipée jusqu'en 2012, pour ne pas voir leur pension fortement amputée elles doivent déposer leur demande avant le... 13 juillet prochain. Un délai si court qu'il rend quasi impossible de boucler un dossier d'ici là.

Méprisant pour les difficultés auxquelles sont confrontées les femmes dans la fonction publique, le gouvernement l'est d'ailleurs aussi pour ses propres règles. En effet, c'est avant même qu'elle soit adoptée par le Parlement qu'il voudrait rendre cette future loi applicable.

Pierre LAFFITTE

- Espagne**

Réforme du droit du travail... contre les travailleurs

Le gouvernement du socialiste Zapatero vient d'approuver par décret-loi une réforme du droit du travail qui aggrave les conditions de vie des travailleurs. Comme tous les gouvernements, de gauche comme de droite, c'est en invoquant la lutte pour l'emploi et aujourd'hui aussi la crise qu'il a justifié son choix. Le décret devrait être approuvé à la mi-août par le Parlement.

Cette réforme permet de licencier plus facilement et à moindre coût les salariés en CDI. L'indemnité de licenciement passe ainsi de 45 à 33 jours par année de présence. Et la loi prévoit qu'il suffit à l'entreprise d'annoncer de mauvais résultats

prétexte d'encourager le patronat à embaucher en fixe, ils permettent une plus grande flexibilité horaire et une indemnité de licenciement réduite à 20 jours par année de présence. Et la loi prévoit qu'il suffit à l'entreprise d'annoncer de mauvais résultats

pour pouvoir licencier sans entrave, avec ces indemnités revues à la baisse!

Les conditions de travail et les salaires sont également concernés, puisqu'une commission d'arbitrage peut se substituer à la convention collective lorsque patronat et syndicat n'arrivent pas à un accord, et la commission peut décider de baisser les salaires.

Ces attaques s'ajoutent à celles du plan de rigueur adopté le mois dernier, qui se traduira entre autres par une baisse de

5 % des salaires des fonctionnaires et le gel des retraites. Avec la hausse de la TVA, de l'électricité, le niveau de vie des travailleurs est mis à mal. D'autant plus qu'ils sont 20 % à subir le chômage.

Les syndicats, après avoir appelé le 8 juin dernier à une grève des fonctionnaires, ont lancé un mot d'ordre de grève générale pour le 29 septembre prochain. Mais depuis, le refus des travailleurs de payer pour les banquiers et les capitalistes commence à

s'exprimer par des manifestations, des grèves dans un secteur ou un autre. Depuis lundi 26 juin par exemple, le métro de Madrid est très largement perturbé par la grève des traminsots qui refusent la baisse de leur salaire. Le 29 du même mois, au Pays basque, ce sera la grève contre la réforme du droit du travail.

Une crainte pour le patronat et le gouvernement: que ces protestations convergent pour se faire entendre!

Hélène GRILLET

- Prêtres pédophiles**

Le silence des bergers

Le pape a protesté contre une perquisition menée par la police belge dans des locaux épiscopaux, jeudi 24 juin. Des évêques auraient été retenus et privés de nourriture et de boisson pendant neuf heures, les enquêteurs seraient allés jusqu'à fouiller des sépultures. Un porte-parole du Vatican a comparé les méthodes de la police belge à celles des « vieux régimes communistes », injure suprême. À entendre les protestations vaticanes, on imagine les valeureux et dignes vieillards soumis à la torture, au milieu des vénérables ossements répandus par des hordes de tchèkistes, et on se prépare à une béatification prochaine du haut clergé belge, saint et martyr...

La vérité est nettement moins drôle. Les évêques en question participaient

Paul GALOIS

L'Église ne connaît pas la crise

Quelques chiffres qui circulent sur Internet montrent que l'État espagnol paie aujourd'hui sa « vieille danseuse », l'Église, aussi généreusement qu'hier. Nous les citons:

L'Église espagnole, comme entreprise, a un chiffre d'affaires supérieur à celui d'entreprises comme Telefónica, Inditex ou le Corte Inglés. L'Espagne? Le paradis fiscal, bien terrestre celui-là, où l'État (dirigé par un gouvernement de gauche ou de droite) l'exonère des impôts sur les sociétés et de toutes sortes de taxes, dont la TVA.

L'État distribue sa manne à l'Église, via les ministères et les Communautés autonomes, sous forme des subventions diverses dont il est difficile de connaître le montant. Ce qui est sûr c'est que le contribuable paie 32 000 prêtres (exonérés d'impôt sur le revenu), 15 000 professeurs de religion catholique, « matière » enseignée dans le public mais enseignants choisis

— et licenciés — par les évêques. Ajoutons que les restaurations du patrimoine de l'Église sont au compte de l'État, de même que leurs écoles sont largement prises en charge, toujours par l'État. On estime qu'en 2008 l'Église catholique a touché plus de six milliards d'euros. Ajouter que l'Église empoche de surcroît pour les communions, mariages, funérailles, fleurs, photos et autres objets souvenirs semble dérisoire.

L'Église en Espagne est toujours une puissance économique, mais aussi politique, réactionnaire dans ses prises de position et son soutien actif de l'ordre établi. La bourgeoisie, qui l'a toujours eue de son côté quand elle s'est vue menacée, comme en 1936, la ménage d'autant plus que c'est à l'ensemble de la population qu'on demande de payer.

H. G.

- Mali**

Les islamistes s’opposent à toute remise en cause du statut moyenâgeux de la femme

Cet article est extrait du mensuel *Le Pouvoir aux travailleurs* daté du 14 juin 2010 édité par nos camarades de l'Union Africaine des Travailleurs Communistes Internationalistes.

Les dirigeants et militants islamistes regroupés au sein de la Ligue malienne des imams et des érudits (Limana) ainsi que ceux du Haut Conseil islamique du Mali (HCI) font feu de tout bois contre ceux qui veulent toucher au Code de la famille en vigueur au Mali, ne serait-ce que pour améliorer un tout petit peu le statut de la femme.

Rappelons que le président malien avait dû faire marche arrière en août dernier lorsqu'il avait envisagé d'apporter des modifications au statut de la femme dans le Code actuellement en vigueur, en remplaçant par exemple le *« devoir d'obéissance de l'épouse envers son mari »* par le *« respect mutuel des époux »*. Il avait été également prévu, entre autres, qu'en matière de droit de succession l'égalité soit de mise entre garçons et filles, ou de fixer l'âge légal du mariage à 18 ans au lieu de 15 actuellement. Toumani Touré, tout courageux qu'il se disait, avait battu en retraite devant la mobilisation islamiste. Même

dans son propre camp il n'avait pas trouvé de soutien affirmé. À l'appel des imams réfractaires à toute idée de donner à la femme un peu plus de droits et de dignité, ne serait-ce que sur le papier, plusieurs dizaines de milliers de personnes s'étaient rassemblées au stade de Bamako en brandissant des tablettes de sourates du Coran. *« On ne se reconnaît pas dans ce texte importé d'Occident »*, avait déclaré le secrétaire général du HCI.

Le nouveau texte a donc été renvoyé aux calendes grecques. Pour tenter de sauver la face, le président malien l'avait renvoyé devant l'Assemblée nationale pour révision. Mais quel

député oserait actuellement lever son petit doigt pour affronter la hargne des islamistes qui tiennent le haut du pavé et qui veulent régenter la société malienne tout entière? Et s'il se trouve une personnalité qui ose prendre le contre-pied de leur conception réactionnaire, elle est traitée comme un ennemi à abattre.

C'est ce qui est arrivé à l'imam de Kati qui, tout dignitaire musulman qu'il soit, a osé défendre le texte du nouveau Code en écrivant dans une lettre ouverte qu'il ne *« voit pas en quoi ce Code porte atteinte à nos valeurs socio-culturelles, encore moins à l'Islam »*. Mal lui en a

pris car il a été accusé de trahison par ses compères du Limana et du HCI. Menacé de mort, il a dû quitter le ville de Kati pour se cacher dans un lieu plus sûr. D'autres personnes ayant pris ouvertement position pour le nouveau Code ont également reçu des menaces sur leur personne ou sur leur famille.

Ces dignitaires tout droit sortis du Moyen Âge ne sont pas encore au pouvoir, mais ils agissent comme s'ils l'étaient déjà. Ils se croient tout permis et sont sûrs de leur impunité. Ce sont des ennemis de l'émancipation de la femme et du progrès social dans ce pays. Ce sont aussi des ennemis de tous les exploités.

- Afghanistan**

Un général remplace l’autre mais la guerre continue

Mercredi 23 juin Obama a viré le général Stanley McChrystal, le commandant en chef des troupes américaines et de l'Otan en Afghanistan, et l'a remplacé par le général David Petraeus.

Cela a fait suite à la publication par le magazine *Rolling Stone* d'un reportage sur McChrystal et d'une interview du général qui se montre irrespectueux et grossier vis-à-vis de hauts

fonctionnaires, du vice-président, Joe Biden, et des conseillers qui entourent Obama. Il faut remonter à plus de cinquante ans pour voir un président limoger un commandant en chef en plein milieu d'une guerre. Mais déjà certains commentateurs se demandent si la personnalité de McChrystal et son mépris des autorités civiles n'ont pas contribué à l'enlissement des États-Unis en Afghanistan.

Ce serait un bouc émissaire tout trouvé... à condition que

son successeur remporte plus de succès. Or, malgré les renforts envoyés par Obama – 17 000 en février 2009 puis 30 000 en décembre dernier–, l'offensive lancée en février 2010 n'a pas encore atteint son objectif et celle qui devait démarrer en juin dans la province de Kandahar a dû être repoussée à l'automne. Les opérations militaires s'avèrent beaucoup plus lentes et difficiles que prévu.

La situation dans l'ensemble du pays ne fait qu'empirer. Ce

troupes américaines en juillet 2011. Mais même ce *« début de retrait »*, présenté maintenant comme purement symbolique par Obama, est remis en question. Pourtant il serait temps, grand temps, que toutes les troupes qui interviennent en Afghanistan pour le plus grand malheur des populations se retirent : l'armée américaine bien sûr, mais aussi les troupes françaises!

Dominique CHABLIS

Impasse sanglante

Le mois de juin a été le plus meurtrier de toute la guerre. Lundi 21 juin, dix soldats de l'Otan, Américains, Australiens ou Canadiens, ont été tués au cours d'une journée particulièrement meurtrière. Un hélicoptère s'est écrasé au sol à Kandahar, faisant quatre victimes. Cinq militaires ont trouvé la mort lors de l'explosion de bombes artisanales dans trois secteurs différents. Enfin, un soldat a été tué lors d'un accrochage avec des insurgés.

Vendredi 18 juin, c'est un soldat français qui a été tué. Pour les différents contingents engagés depuis 2001 dans ce conflit, les bilans s'alourdissent: 300 soldats britanniques, 148 Canadiens, 44 Français et plus de 1 000 soldats américains tués.

Si le Pentagone prétend voir dans la situation de légers progrès, le dernier rapport des Nations unies qui mesure la situation au 1^{er} trimestre 2010 dit au contraire que la situation *« ne s'améliore pas »*. Selon l'ONU, les explosions de bombes auraient augmenté



de 94 % par rapport à la même période un an avant. Les assassinats de responsables afghans auraient progressé de 45 %. Il y aurait enfin chaque semaine trois attentats-suicides. Quant aux civils tués par les soldats de la coalition, leur nombre aurait doublé pendant cette période.

Enfin, selon un centre de recherches militaires du Maryland,

la proportion de soldats revenus de mission en Irak ou en Afghanistan souffrant de stress post-traumatique, de dépression, de problèmes d'alcool ou de violence serait actuellement de 14 %, soit un soldat sur sept. Il apparaitrait que, loin de se calmer avec le temps, les troubles mentaux augmenteraient un an après le retour des soldats, au point que

les chercheurs pensent que l'état psychique de ceux qui retournent en mission dans ces pays *« pourrait compromettre le succès des opérations et menacer la sécurité des unités »*.

Mais évidemment c'est la population afghane qui paye le plus lourd tribut à l'intervention. Rien que samedi 19 juin, cinq civils ont été tués par un raid aérien de la coalition. Les chercheurs estiment que la proportion de civils tués par la coalition est de 1 à 2 pour 100 soldats. Mais évidemment c'est la population afghane qui paye le plus lourd tribut à l'intervention. Rien que samedi 19 juin, cinq civils ont été tués par un raid aérien de la coalition. Les chercheurs estiment que la proportion de civils tués par la coalition est de 1 à 2 pour 100 soldats.

ne peut pas faire état d'une amélioration de la situation, bien au contraire! D'ailleurs, lui qui avait annoncé que les troupes seraient rapatriées en juillet 2011, revient maintenant sur cet engagement: c'est en décembre prochain que les décisions seront prises, en fonction des impératifs de la situation.

La date du retrait pourrait être repoussée et, si elle est maintenue, des responsables disent d'ores et déjà qu'au début peu nombreux seront les soldats effectivement rapatriés.

L'annonce de cette nouvelle richesse minière du pays est un nouvel argument pour l'impérialisme américain pour ne pas lâcher prise. Et ce peut être aussi

l'Otan. Parmi eux, il y avait trois enfants âgés de 7 à 14 ans. Et, à côté de près de deux mille soldats occidentaux tués, ce sont d'innombrables Afghans, majoritairement des civils, qui sont morts et des millions dont la vie courante est pourrie par les ravages matériels engendrés par le conflit.

Un rapport récent des Nations unies fait état de la progression de la consommation de drogues dans la population afghane, découlant des bouleversements causés par l'occupation militaire. Celle de l'opium aurait progressé de 53 % et celle de l'héroïne de 140 %. Au total un million d'Afghans, âgés de 15 à 64 ans, auraient une dépendance à la drogue.

Face à cela, les dirigeants de la coalition, en tête bien sûr les États-Unis, campent sur leurs positions. Comme dans le même temps la pression des insurgés ne faiblit pas, la population afghane reste finalement prise dans une tenaille qui n'en finit pas de l'écraser.

Jacques FONTENOY

de situation – non seulement ne verra pas la couleur des richesses qui seront extraites du sous-sol du pays, mais sera victime de l'avidité et des rivalités engendrées par la découverte même de ces richesses. La guerre ne peut que s'intensifier, le chaos et la corruption s'aggraver, les massacres se multiplier. Les grandes multinationales et les États à leur service ne reculeront devant aucune destruction, aucun massacre pour pouvoir piller le pays. Même si elle correspond à la réalité, la nouvelle de la richesse du sous-sol afghan est, dans un monde dominé par l'impérialisme, une mauvaise nouvelle de plus pour le pays.

D. C.

• Kirghizistan

Le pire est peut-être à venir

Le 27 juin, deux semaines après les sanglants pogromes qui se sont abattus sur la population ouzbèke d'Och, la seconde ville du Kirghizistan, le gouvernement provisoire issu du coup d'État ayant renversé le dictateur précédent, Bakiev, a organisé un référendum sur une nouvelle Constitution censée « stabiliser le pays » (selon *Le Monde*) et « créer une démocratie parlementaire » (à en croire *Le Parisien*).

Dès le 28 juin, le gouvernement provisoire de Roza Otounbaïeva a claironné avoir obtenu près de 90 % des voix dans un scrutin auquel auraient participé 70 % des électeurs. C'en serait comique si ce n'était tragique. Car qui peut croire une telle fable, quand l'ONU et les ONG présentes sur place estiment que près d'un million de personnes, essentiellement d'origine ouzbèke, ont fui les tueries ? Bien sûr, les autorités d'Ouzbekistan se sont montrées rien moins qu'empres-sées d'accueillir leurs nationaux fuyant le Kirghizistan – de crainte, sans doute, de se trouver entraînés malgré elles dans une escalade conflictuelle avec leurs voisins ex-soviétiques d'Asie centrale, les Ouzbeks, le peuple le plus nombreux, étant présents dans tous les pays de la région, parfois en tant que très importante minorité (au Kirghizistan, les Ouzbeks représentent entre un quart et un tiers de la population). Mais, même repoussés par les autorités d'Ouzbekistan, les réfugiés ouzbeks du Kirghizistan ne sont pas tous retournés chez eux. D'autant qu'en fait de chez eux, même dans les régions où ils constituent la moitié de la population, leurs maisons ont bien souvent été incendiées et saccagées.

Et ce n'est pas la présence de la police et de l'armée du gouvernement provisoire, qui avait

placé le sud du pays sous la loi martiale en dénonçant verbalement les auteurs de pogromes, qui a vraiment de quoi rassurer ceux qui ont fui les massacres inter-ethniques. D'abord, sous le régime actuel comme sous le précédent, l'armée et la police sont exclusivement composées de ressortissants de l'ethnie majoritaire, les Kirghizes, tandis que les membres des autres ethnies (Ouzbeks, Tadjiks, Tatars, voire Russes), bien qu'ils soient officiellement citoyens du Kirghizistan, n'ont pas le droit d'en faire partie. Ensuite, même des soldats envoyés « pacifier » Och ne se sont pas gênés pour déclarer à des journalistes qu'ils n'attendaient qu'une occasion de « nettoyer » le pays des Ouzbeks. Quant aux Tadjiks du Kirghizistan, autre minorité ayant un État national dans la région, des rumeurs ont fait état d'appels les « invitant » à quitter le pays, car eux aussi seraient visés.

Des témoignages font état du fait qu'à Och et Djelalabad, le 11 juin et les jours suivants, des policiers et des blindés ouvraient la voie aux bandes de tueurs. Certes, il est probable que ces policiers et ces militaires étaient des partisans du dictateur renversé en avril, Bakiev, dont le fief se trouve dans cette région, le sud du pays, mais la gangrène ethnique, attisée depuis des années, n'est pas le propre du précédent régime.

La gangrène ethniste est partout présente, à ronger toute la région. Surtout depuis que l'éclatement de l'Union soviétique a fourni aux gouvernants locaux une multitude de boucs émissaires tout trouvés en la personne de populations devenues étrangères chez elles.

En effet ces populations, qui vivent là depuis des siècles, étaient toutes soviétiques. Mais après 1991, avec la disparition de leur pays commun, l'URSS, elles se sont subitement retrouvées en situation de minorité ethnique dans un État se voulant celui de la seule ethnie majoritaire. Et, depuis une vingtaine d'années, désigner les « minoritaires » comme des « étrangers » ou des « privilégiés » est un des jeux favoris des gouvernants. Et pour cela les clans au pouvoir hésitent d'autant moins à s'appuyer sur des gangs mafieux que ces mêmes gangs contrôlent le très juteux trafic de la drogue, dont l'une des principales voies d'acheminement d'Afghanistan vers l'Europe passe précisément par le sud du Kirghizistan, autrement dit par le fief des frères Bakiev.

Ainsi, en mai de l'an dernier, des émeutes anti-Ouzbeks avaient déjà été organisées à Och par le clan Bakiev, sans que la « communauté internationale » y trouve à redire, ni même en fasse état dans ses



Une femme ouzbèke pleure en passant devant une maison détruite.

AFP

médias. Quant à mettre en cause un régime ethniste, clanique, mafieux et s'appuyant sur l'intégrisme musulman avec, par exemple, la réapparition des mariages forcés de fillettes, il n'en était pas question pour les grandes puissances.

Il est vrai que le clan Bakiev au pouvoir avait concédé une importante base militaire aux États-Unis, lesquels fermaient les yeux – et continuent de le faire – sur tout ce qui peut se passer au Kirghizistan, pourvu que leur base, indispensable au ravitaillement des troupes américaines en Afghanistan, fonctionne sans anicroche. Et comme, pour faire bonne mesure, le clan Bakiev avait octroyé une autre base à la principale puissance régionale, la Russie, celle-ci évitait de trop se mêler des affaires du pays. D'ailleurs, même si le Kremlin a visiblement apprécié le renversement de Kourmanbek Bakiev, parce qu'il s'était trop rapproché des États-Unis, il s'est gardé de répondre présent

quand les nouvelles autorités kirghizes lui ont demandé de l'aide militaire, de crainte sans doute de se voir entraîné dans un bourbier militaire sans issue. Quant à l'Union européenne, présente dans la région via notamment un ambassadeur de l'OSCE (cette Organisation pour la sécurité et la coopération économique que l'on trouve partout ou presque en ex-URSS) qui « couvre » toute l'Asie centrale ex-soviétique, on ne l'a pas plus entendue cette fois-ci que durant la période précédente.

Alors, même si les grandes puissances aimeraient bien que le nouveau gouvernement kirghiz arrive à stabiliser le pays, et sont prêtes par avance à le couvrir de brevets de démocratie, la situation dans laquelle la disparition de l'Union soviétique a enfoncé toute la région, et les nombreux peuples, minoritaires ou pas, qui y vivent, laisse craindre le pire.

Pierre LAFFITTE

• G8 - G20

Beaucoup de bruit pour rien

À l'issue de la réunion des chefs d'État des pays les plus riches du monde à Toronto, le Premier ministre du Canada, pays où se tenait cette réunion, a proclamé avec emphase : « *Je n'ai jamais été à un G8 où les chefs d'État ont montré autant de disposition à communiquer et à partager une cause commune.* » Mais même les plus serviles des journalistes présents n'ont pas trouvé matière à tant d'emphase et ont bien été obligés de reconnaître que cette réunion n'avait abouti sur rien, vraiment sur rien. Cependant, ce petit plaisir

que s'offrent les chefs d'État à s'asseoir autour d'une table, d'abord à huit puis à vingt, aura coûté la bagatelle d'un milliard d'euros.

Les palinodies de Sarkozy, content de lui comme toujours et se félicitant d'avoir fait progresser l'idée d'une taxe sur les banques, ont vraiment de quoi faire sourire. *Le Figaro* a révélé le montant attendu en France de cette formidable taxe bancaire dont le président de la République se fait le chantre : un milliard d'euros, ce qui correspond au montant de la dépense occasionnée par

cette seule rencontre du G8 et du G20. Il n'y a pas là de quoi faire trembler les gros actionnaires de la BNP, du Crédit Agricole ou de la Société Générale, sans même parler de Goldman Sachs. Cette taxe, censée mettre de l'ordre dans le système financier international, n'atteindrait même pas le montant que les banques versent à leurs traders respectifs. Cette mesure serait dérisoire. Mais elle n'est pas près d'aboutir, tout le monde le sait, d'où les effets de manches encore plus dérisoires d'un Sarkozy.

De toute façon, la seule cause commune que partagent les chefs d'États des principaux pays de la planète, est de défendre chacun leurs capitalistes nationaux. Certes, ils sont tous d'accord pour faire payer les frais de la crise de l'économie capitaliste à leur classe ouvrière et aux classes pauvres, mais pour le reste c'est chacun pour soi.

En Europe, les dirigeants de l'Allemagne, de la France, de la Grande-Bretagne refusent un accord commun qui porterait si peu que ce soit atteinte aux intérêts immédiats de leur

bourgeoise. Alors, ce n'est pas à l'échelle mondiale que cela va se faire. Les États sont totalement impuissants à juguler la crise du système capitaliste. Et pour cause : ce système n'est ni régulable ni réformable. Les chefs d'État ne sont là que pour une chose : protéger les intérêts de leurs maîtres, en essayant de faire des écrans de fumée, comme ces G8 ou G20, pour que la dictature de ceux-ci sur l'économie apparaisse le moins possible. Mais c'est de plus en plus inefficace.

Paul SOREL

Après le succès de la journée de manifestations du 24 juin Continuer et renforcer la pression

Les échos qui reviennent des grandes villes des différentes régions du pays sont clairs. Les manifestations organisées à l'appel des directions syndicales CGT, CFDT, Sud-Solidaires, FSU et UNSA ont rassemblé dans toutes les villes du pays des cortèges deux fois plus importants que lors de la journée du 27 mai.

Il en est ainsi pour Paris, Lyon, Toulouse, Marseille, Bordeaux, Lille, Orléans, par exemple. Ou encore pour des

capitales de régions comme Caen, Rouen, Limoges, Mulhouse, Angoulême, Saint-Étienne, Saint-Brieuc ou Le Mans, et bien d'autres encore. Mais aussi dans des villes moyennes.

À Montargis, avec au moins 2000 personnes ; à Guingamp, avec 3000 personnes au moins et 2000 à Dinan ; ou encore avec plus de 2000 personnes à Cognac, quelque 4000 à Saintes ou Carcassonne, pour ne citer que quelques exemples, c'est la preuve par centaines de milliers qui est faite du mécontentement du monde du travail

et des classes populaires. La preuve qu'ils ne veulent pas de cette réforme des retraites qui s'inscrit dans une politique antiouvrière qui aura des conséquences dramatiques pour toute la société.

Les salariés, les retraités, les jeunes ont choisi de marquer le coup en sachant que cela ne suffirait pas à faire reculer le gouvernement, mais qu'il fallait dire non. Le gouvernement leur a répondu par le mépris et le mensonge. Mais cette réponse donne raison à tous ceux qui n'ont pas l'intention de laisser faire les attaques sur les

retraites, les salaires et l'emploi, et qui veulent une suite.

Le plus frappant, dans le succès de cette journée de grèves et de manifestations, c'est que son succès ne vient pas seulement de la mobilisation des retraités, des « bientôt retraités » ou des fonctionnaires. Elle vient de ce que partout, dans toutes les villes et dans toutes les régions, des millions de personnes sont inquiètes pour l'avenir : leur avenir, bien sûr, mais aussi celui de toute leur famille.

« Du boulot au tombeau, non merci », criait-on à Marseille.

« Bonjour Mamie ! Oh, excusez-moi, bonjour maîtresse ! », pouvait-on lire sur un panneau arboré par un enfant à Lille.

Quant à notre slogan « *Retraités dans la galère, jeunes dans la misère, on n'en veut pas de cette société-là* », il était bien souvent repris.

Le fait positif de cette journée, c'est qu'elle a été marquée par une plus importante participation de salariés du secteur public mais aussi du secteur privé, dont il est peut-être convainquant de publier quelques brefs témoignages.

Travailleurs du public et du privé, tous ensemble !

Quelques échos du 24 juin

ANNECY - Il y avait dans la manifestation de forts cortèges des grosses usines du bassin annécien : SNR Roulements avec environ 400 participants, Tefal, Staubli. À signaler la participation de jeunes ouvriers. Des travailleurs de petites entreprises étaient venus. Beaucoup avaient téléphoné aux UL et aux UD pour savoir s'ils étaient « couverts » par les appels nationaux et locaux. Les hospitaliers d'Annecy et des hôpitaux du Léman étaient en nombre.

COMPIÈGNE - Vu l'importance de la manifestation, le parcours a dû être rallongé à deux reprises. Mais le plus frappant surtout était le nombre de travailleurs des entreprises de la région qui avaient fait grève et manifestaient par groupes de dix ou vingt. Ont ainsi défilé des travailleurs de Colgate avec leur banderole, des travailleurs d'Allard, de CIE Automotive, de Chanel, de l'usine Unilever du Meux, et bien d'autres. Beaucoup d'ouvrières et d'ouvriers de petites entreprises, comme Realit située à Tricot, faisaient grève et manifestaient pour la première fois.

À CLERMONT-FERRAND - Bien des travailleurs étaient mécontents d'apprendre qu'il leur faudra rester à l'usine ou au bureau six mois ou un an de plus. En tête du cortège, il y avait le groupe très vivant des travailleurs des cliniques privées qui venaient de faire grève pour des augmentations de salaire. La fonction publique était là : cheminots, postiers, l'AIA. Du côté des enseignants, ceux du primaire étaient mobilisés avec près de 50 % de grévistes, d'où l'impossibilité pour

plusieurs maires de faire assurer le service minimum dans les crèches et les garderies.

Les entreprises du privé, comme les Acières des Ancizes, Alcan à Isoire, la sucrerie de Bourbon, Michelin, les Jeunes en formation du Bâtiment, étaient bien représentés

Dans la région de LYON - Beaucoup de travailleurs de la chimie-pharmacie étaient à la manifestation : Rhodia, Arkema, Sanofi-Aventis, Total, Famar.

À Rhodia Chimie Saint-Fons et Rhodia Belle-Étoile Saint-Fons, les appels à la grève ont été suivis à 80 ou 90 % dans certaines équipes. Pour de nombreux travailleurs, c'était la première grève.

À la SNCF, la participation était variable. À Sibelin par exemple, où la dernière grève des cheminots avait été très suivie et où les salaires avaient été de ce fait amputés, la grève a été moins suivie qu'aux Ateliers d'Oullins où il y avait eu un seul jour de grève. Mais le cortège SNCF était nombreux.

Des débrayages importants ont eu lieu à Renault Trucks et Arvin Meritor.

SAINT-ÉTIENNE - Il y avait dans la rue beaucoup de salariés de petites entreprises, de bureaux, des petits cadres qui avaient parfois pris une journée de congé, des femmes de ménage.

ORLÉANS - De nombreux salariés du privé étaient dans la manifestation. Et des employées des Chèques Postaux de La Source. Beaucoup de femmes entre 50 et 55 ans, très en colère. Plusieurs, les larmes

aux yeux, expliquaient : « *Ils nous ont remises au téléphone. On doit faire le travail de trois, on ne tiendra pas.* » Ou encore des travailleurs de la SNCF, largement en grève, contents d'être nombreux. Plusieurs moins de 45 ans expliquaient : « *Nous on n'aura pas de retraite.* » Tous étaient contents du petit nombre de trains qui roulaient.

LORRAINE - À la Renault SOVAB (2 500 salariés), on comptait près de 300 grévistes. D'autres qui n'ont pas fait grève, étaient venus à la manif. À PSA-Tremery (4 000 salariés) où tous les syndicats appelaient, c'était le plus gros débrayage depuis dix ans pour une journée d'action. Et à PSA Mulhouse (10 000 salariés), plusieurs centaines de travailleurs ont manifesté. Et dans de nombreux ateliers on a compté un nombre important de grévistes, parmi les ouvriers professionnels notamment.

CALAIS - Les manifestants ont été contents de se retrouver à plus de 2000 dans la rue.

Il y avait ceux de l'aciérie de Dunkerque, Arcelor-Mardick, qui, habitant Calais, avaient choisi d'y manifester ; ceux des entreprises bien connues sur la ville qui ont subi des plans de licenciements comme Schaeffer ; ou bien ceux qui, travaillant encore dans la dentelle, arboraient les noms historiques de Noyon, Darker, Bellier, entreprises qui ont licencié en masse, quand elles n'ont pas été liquidées. Mais il y avait surtout la masse anonyme de travailleurs de petites boîtes. Ainsi une trentaine d'ouvrières du textile venues de La Calaisienne : toutes les salariées ont refusé d'aller à l'usine pour pouvoir défiler, et pour beaucoup pour la première fois.

RÉGION PARISIENNE - La manifestation qui a défilé pendant plus de trois heures était nombreuse, dynamique. Les

banderoles et drapeaux de la CGT dominaient dans le cortège, mais les rangs de la CFDT, de l'UNSA, de SUD, de la FSU étaient aussi bien toniques.

Là aussi des cortèges d'entreprises attiraient l'attention, avec les employés des impôts, ceux du Pôle emploi, des cheminots auxquels succédaient de gros cortèges comme celui de la Snecma Villaroche, de Renault Flins, du Technocentre de Renault Guyancourt, ou de l'usine PSA de Citroën Aulnay-sous-Bois. À la maintenance d'Air-France, la grève était suivie. À Roissy, la grève de trois heures a été suivie dans la plupart des ateliers.

Ce ne sont que des exemples dont des travailleurs de ces secteurs nous ont informés. Mais à l'échelle de l'ensemble du pays, on peut dire que cette journée a montré l'étendue du mécontentement ainsi que l'espoir qu'ont de très nombreux travailleurs qu'une suite sera donnée à cette journée.

Préparons dès aujourd'hui les luttes de demain

La CGT, la CFDT, la CFTC, Solidaires, la FSU, l'UNSA et Force Ouvrière appellent à une nouvelle journée de grèves et de manifestations contre la réforme des retraites le 7 septembre, jour de l'examen du projet de loi au Parlement.

Cette journée doit non seulement être un succès mais le début d'une mobilisation croissante, entraînant de plus en plus de travailleurs, et qui verrait le développement de

luttes déterminées, pouvant seules faire reculer les classes possédantes et le gouvernement à leur service.

Ce sera l'occasion de dire qu'il faut non seulement refuser le projet gouvernemental, qui fait l'unanimité des syndicats et des partis de gauche contre lui, mais encore toute prétendue réforme visant à faire payer les travailleurs, par l'allongement de la durée de cotisation, ou l'augmentation de la CSG. Il n'y a pas

en la matière de « compromis acceptable ».

Le vol que constitue le projet de réforme des retraites, la régression sociale programmée dans de nombreux autres projets ne sont pas une fatalité. Le monde du travail, sans l'activité duquel la société ne peut pas fonctionner, doit inverser le rapport de force et faire lâcher prise à ceux qui veulent lui faire payer la crise que les classes riches ont provoquée.

Manifestation de soutien aux postiers des Hauts-de-Seine

Lundi 28 juin, 150 personnes étaient présentes devant le palais de justice de Nanterre pour soutenir 17 postiers convoqués devant la 17^e chambre correctionnelle. Elles avaient répondu à l'appel des syndicats SUD et CGT PTT des Hauts-de-Seine et parmi elles se trouvaient plusieurs représentants de partis politiques, dont notre camarade Arlette Laguiller. Une délégation de travailleurs de Continental, emmenée par Xavier Mathieu, était elle aussi présente.

À cette audience il a été dit que l'affaire serait jugée sur le

fond en juin 2011. Mais par ailleurs, La Poste a entamé des procédures disciplinaires pour une partie d'entre eux et certains risquent le licenciement ou la mise à pied.

Ces 17 postiers, dont la plupart sont des militants syndicaux, étaient poursuivis pour « séquestration ou détention arbitraire d'otage pour obtenir l'exécution d'un ordre ». La poursuite fait référence à une manifestation qui a eu lieu à la direction départementale de La Poste dans le cadre d'un conflit qui oppose des postiers de plusieurs centres des Hauts-de-Seine à leur

direction.

En effet, une nouvelle vague de restructurations que La Poste appelle « Facteurs d'Avenir » vise les uns après les autres tous les centres de distribution du courrier et a pour objectif de supprimer de nombreux postes de facteurs dans toute la France.

En s'en prenant à ces 17 postiers des Hauts-de-Seine, La Poste espère sans doute dissuader toute réaction contre sa politique de suppressions d'emplois. Il n'est pas dit qu'elle y réussisse.

Correspondant LO



• Sans-papiers

L'accès aux soins remis en cause

Le gouvernement racle les fonds de tiroirs, ou plutôt les poches des plus pauvres : les sans-papiers.

Roselyne Bachelot, ministre de la Santé, a déclaré lundi 28 juin, qu'elle compte proposer une taxe de 15 euros par adulte pour les sans-papiers qui demandent à bénéficier de la Sécurité sociale. Les personnes en situation irrégulière, et les « Européens sans ressources », qui ne peuvent travailler ni recevoir d'allocations chômage ou le RSA (c'est par exemple la situation des Roms roumains), ont le droit

de demander l'Aide médicale d'État, qui est une sorte d'assurance maladie.

Les difficultés pour l'obtenir – il faut réunir les documents nécessaires, et trouver un organisme qui aide à faire les démarches – et la crainte de faire des démarches administratives quand on n'a aucun droit au séjour, expliquent que nombre de sans-papiers, même quand ils connaissent l'existence de cette couverture maladie, n'en bénéficient pas. Certains apprennent même son existence quand ils se retrouvent hospitalisés !

Le gouvernement voudrait donc rajouter un obstacle supplémentaire. Réclamer 15 euros par adulte, pour des personnes souvent sans aucune ressource, ce serait les empêcher un peu plus d'accéder aux soins.

Le calcul du gouvernement est qu'il pourrait ainsi récupérer trois millions d'euros. Une raison supplémentaire pour exiger la régularisation de tous les sans-papiers, et leur droit au travail !

Correspondant LO

• Equant – Rennes Un succès qui a resserré les rangs

À Equant, une filiale de France Télécom, la direction avait annoncé fin 2007 un plan de 150 suppressions d'emplois de collègues prestataires de service. À cette époque, pour environ 600 salariés directement embauchés par le groupe, il y avait plus de 400 prestataires qui travaillaient dans les mêmes bureaux que leurs collègues d'Equant. Ils faisaient le même travail, depuis parfois plus de dix ans, mais avec des salaires inférieurs et bien sûr une situation précaire. Dans les sociétés de service, une fin de mission peut vite se traduire en licenciement, faute de nouvelle mission.

Ce plan de suppressions d'emplois avait provoqué une réaction des salariés, tous statuts confondus, contraignant la direction à embaucher 60 prestataires fin 2008.

Dans ce contexte de mobilisation, le syndicat CGT avait sollicité l'inspection du travail sur la légalité de ce recours massif et chronique à la sous-traitance. Les premières investigations ont mis Equant devant la menace de poursuites judiciaires et d'une

enquête approfondie indiquant de fortes suspicions de délit de marchandage. La direction a finalement été contrainte d'embaucher à nouveau 90 prestataires parmi les plus anciens dans l'entreprise, soit 150 embauches au total.

De janvier à juin 2010, les embauchés ont signé petit à petit leurs contrats et se retrouvent dans les bureaux d'Equant avec un statut enfin conforme à la réalité de leur travail. Pour eux, c'est un juste retour des choses. Bien sûr, ces embauches sont encore insuffisantes par rapport au nombre de prestataires employés par l'entreprise. Et elles se sont faites avec des salaires plus bas que ceux des salariés Equant de même qualification.

Mais à l'heure des plans de licenciements en chaîne, ces 150 embauches définitives sont ressenties comme un succès de la mobilisation. Leur arrivée dans les services se fait donc à la satisfaction de tous et même avec un sentiment de fierté.

Correspondant LO

• Thomson Technicolor – Rennes Deuxième semaine de grève

À Thomson Grass Valley, à Rennes, nous sommes une bonne centaine sur les 400 salariés du centre à faire grève depuis le lundi 21 juin.

Début juin, la direction annonçait son intention de clore son plan de licenciements pour le 13 juillet (625 suppressions de postes prévues, dont 327 en France et 182 à Rennes). Dans le même temps, elle prétendait nous remettre au travail à plein régime. Elle commençait même à parler d'heures supplémentaires et de report de congés ! De plus, alors qu'elle refusait d'améliorer les conditions minimalistes de son plan, nous avons appris que les primes de licenciements étaient deux à trois fois supérieures en Hollande.

Le lundi 21 juin, nous avons voté la grève pour obtenir une réduction du nombre de postes supprimés, des reclassements dans l'autre filiale rennaise du groupe Thomson Technicolor et des conditions de départ améliorées. La grève s'est installée tout au long de la semaine. Nous avons manifesté tous les jours. Le campement à l'entrée de l'usine est devenu un point de rendez-vous et de discussions.

Jeudi 24 juin a été une journée particulièrement réussie. Nous avons été rejoints par quelques dizaines de salariés

des deux autres centres Grass Valley en France, Brest et Conflans (eux aussi touchés par le plan de licenciements). Ensemble, à plus de trois cents, nous avons rejoint la manifestation rennaise sur les retraites. L'après-midi, nous avons manifesté notre colère en défilant dans les locaux de l'entreprise. Nos collègues brestois et conflanais sont repartis promettant de revenir le jeudi suivant et aussi de chercher à étendre le mouvement de grève à leurs centres.

Lundi 28 juin et mardi 29 juin, la grève a été revotée massivement. Le lundi, nous avons tenu une assemblée générale dans les locaux où travaillent nos collègues de Thomson R&D, la filiale voisine située dans les mêmes bâtiments, car cette attaque les concerne aussi. Et nous avons appris que nos collègues brestois commencent eux aussi la grève.

La semaine dernière la direction a annoncé qu'elle réduisait de 22 le nombre de suppressions de postes. C'est déjà un premier résultat. Mais nous n'avons pas l'intention de nous en contenter. Notre mobilisation continue et nous espérons bien qu'elle fera tache d'huile.

Correspondant LO

• PSA Peugeot-Citroën Aulnay-sous-Bois (Seine-Saint-Denis)

Fermeture de l'équipe de nuit Les ouvriers réclament le maintien des salaires et des effectifs

La décision de PSA de supprimer 1 000 emplois à Aulnay-sous-Bois à l'occasion de la fermeture de l'équipe de nuit, prévue en octobre, ne passe pas. Rappelons que ce sont 600 intérimaires qui risquent de ne pas voir leur contrat renouvelé et que 300 travailleurs en CDI, déclarés en sureffectif, vont se voir « conseiller » d'aller ailleurs.

Les 166 jeunes en contrat de professionnalisation sont tous menacés de retourner à Pôle emploi au terme des douze mois de leur contrat. Les ouvriers qui repassent de jour devraient perdre aussi progressivement les 300 euros mensuels supplémentaires qu'ils gagnaient en

étant de nuit.

Les réunions organisées par la CGT ont été bien suivies par les travailleurs de nuit. C'est dans celles-ci qu'a germé l'idée de se faire entendre à la réunion du Comité d'entreprise du mardi 22 juin où la direction devait annoncer officiellement son projet.

Ce mardi, dès 4 h 30, plus d'une centaine d'ouvriers parmi les 300 que compte le Montage ont débrayé, rejoints par une vingtaine du Ferrage. C'était suffisant pour inciter plusieurs dizaines d'ouvriers de l'équipe du matin à en faire autant et à dire à la direction ce qu'ils pensaient de son projet. Se voulant rassurante, la direction de l'usine a dit que tous les moniteurs (ouvriers qui assistent

cinq ou six ouvriers de chaîne) de l'équipe de nuit garderont leur poste. Mais les ouvriers réclament que tous les ouvriers gardent leur poste et que personne ne se retrouve dehors.

La direction affirme que, dans le contexte économique actuel, il n'est pas possible de maintenir les emplois. Or c'est tout le contraire qui devrait être fait. Dans cette période marquée par une explosion du chômage, il est hors de question d'accepter les réductions d'effectifs et les baisses de salaire. Dans les réunions où les chefs justifiaient les mesures de la direction, des militants disaient : « Arrêtez de répéter comme des perroquets le baratin de la direction, vous aussi vous pouvez vous retrouver au



À la manifestation du 24 juin, à Paris.

chômage bientôt », ou encore : « Ce ne sont pas les ouvriers qui ont spéculé, ce n'est pas à nous de payer pour les conneries des banquiers. » Ces propos avaient l'assentiment des ouvriers. Le 24 juin, en plus des slogans pour la défense des retraites, les manifestants de PSA Aulnay

scandaient : « Merde à la dette, on leur doit rien. »

Les ouvriers qui se mobilisent ont la sympathie de l'ensemble des travailleurs de l'usine. Tout en sachant qu'il faudra plus que de la sympathie pour faire reculer la direction.

Correspondant LO

• Cliniques privées de Clermont-Ferrand

Treize jours de grève pour les salaires

Du 10 au 22 juin, le personnel des cliniques privées clermontoises, ainsi que celui des Sorbiers à Issoire et de La Pergola à Vichy, a fait grève pour des augmentations de salaire.

À Clermont-Ferrand, toutes les catégories de personnel ont été mobilisées : ouvriers, aides-soignantes, sages-femmes, agents administratifs, brancardiers, infirmières. Et ceci dans l'ensemble des cliniques de la ville qui appartiennent à deux grands groupes cotés en Bourse : Vitalia et Médi Partenaire.

C'est le bas niveau des salaires qui a provoqué la colère : une « augmentation » de 31 centimes depuis 2003 et l'annonce d'une nouvelle « hausse » de 3 centimes à la mi-juin. Une aide-soignante avec vingt-huit ans d'ancienneté touche 1 287 euros mensuels ; une autre, au bout de vingt ans : 1 208 euros. Une infirmière qui travaille depuis vingt-sept ans : 1 500 euros. À cela s'ajoutent des mauvaises conditions de travail : des congés maternité non remplacés, un sous-effectif permanent.

Alors que les grévistes revendiquaient une augmentation de salaire de 120 euros pour tous, le Groupe hospitalier privé qui regroupe l'ensemble des cliniques a osé proposer 0,5 %.

À la demande des dirigeants

des cliniques, et avec la bienveillance du préfet à leur égard, les réquisitions ont été systématiquement prises. Résultat : alors que la grève était bien suivie, il y a pourtant eu plus de personnel qu'à certaines périodes. Mais beaucoup de services ont été fortement perturbés. Ainsi à La Chataigneraie, la moitié des salles d'opération ont dû être fermées pendant toute la durée du conflit.

Malgré la séparation des établissements et la diversité des catégories de personnel, les grévistes sont restés groupés, tout au long de chaque journée. Les assemblées générales, menées essentiellement par la CGT, ont compté entre 200 et 300 personnes, qui ont voté chaque jour la poursuite du mouvement.

Les journées de grève ont été bien remplies : AG ; défilés en ville d'une clinique à l'autre ; manifestation place de Jaude et devant la préfecture ; diffusion de tracts aux portes des entreprises, dont Michelin ; occupation surprise du bureau de la directrice générale du Pôle Santé République au cri de « Tous unis ». Cette directrice ne voulait discuter que pour son seul établissement, alors que les grévistes revendiquent la même augmentation de 120 euros pour tous, quels que soient la catégorie, l'établissement ou l'employeur. C'est sous la

menace de l'arrivée de la police et des CRS que les grévistes sont repartis, en faisant une haie d'honneur dans la rue aux cadres dirigeants qui sortaient, protégés par la police.

La dernière AG s'est tenue mardi 22 juin au soir, avec un vote pour la reprise. Mais il y avait encore de nombreux grévistes qui souhaitaient ne pas

repandre encore et réclamaient le paiement des jours de grève.

Les grévistes ont obtenu des concessions non négligeables, pour tous les personnels et tous les établissements : 50 euros brut d'augmentation mensuelle dès le 1^{er} juillet 2010 ; 25 euros en plus au 1^{er} juillet 2011 ; plus 100 euros au titre d'une prime d'intéressement qui sera versée

avant juin 2011.

C'était la première grande grève de l'ensemble des personnels de toutes les cliniques privées de la ville. Ils ont su surmonter les divisions et tous les obstacles dressés pendant leur lutte, en restant ce qu'ils ont tant crié : « Tous unis ».

Correspondant LO

• Boulogne-sur-Mer

La clinique de la Côte d'Opale en grève

Depuis jeudi soir 24 juin un mouvement de grève du tiers du personnel paralyse la clinique. Sur près de 300 salariés environ, 120 environ sont en grève, infirmières, aides-soignantes, brancardiers et veilleurs de nuit, avec le soutien de la CGT et la CFDT.

Le directeur a décidé de fermer les services de soins et l'Agence régionale de santé a fait évacuer les patients vers les hôpitaux des alentours. La direction de la clinique a traité les agents d'irresponsables alors que c'est elle qui, en imposant un sous-effectif permanent, n'assure pas la sécurité des patients.

Ce qui a provoqué la colère, c'est non seulement le manque de personnel, mais des salaires dérisoires : une infirmière avec 16 ans d'ancienneté gagne

1 500 euros par mois, et une femme de ménage avec 35 ans d'ancienneté, 1 000 euros par mois. Les grévistes réclament 12 % d'augmentation. Et puis cela faisait trop longtemps que le directeur crée une ambiance de peur dans l'établissement, que le personnel est stressé et humilié. La dernière grève, expliquent les plus anciennes, remonte à dix ans – sur les 35 h – et elles sont heureuses de retrouver une belle combativité.

Pour une grande partie de ce personnel, jeune et féminin, c'est une première grève. Les grévistes se retrouvent tous les jours au piquet sur le parking, banderoles et drapeaux déployés. Des passants, elles reçoivent des manifestations chaleureuses de solidarité. Les ovations des automobilistes

saluent leurs chansons et leurs slogans : « Continuez les filles ; on a été soigné par vous ; vous devez tenir ; on sait que c'est pour notre santé ». D'autres travailleurs sont venus leur apporter leur soutien moral, financier ou de petits cadeaux bons à manger.

Mardi soir 29 juin, lors des négociations, la direction n'a rien cédé... sauf de payer leurs heures supplémentaires aux aides-soignantes. Les grévistes ont décidé de reconduire le mouvement.

Voilà où conduit la logique de rentabilité dans les cliniques privées, et c'est ce modèle que le gouvernement veut imposer dans les établissements publics !

Correspondant LO

• Steelcase – Marlenheim (Bas-Rhin)

Quelques reculs de la direction grâce à la lutte des travailleurs

À l'annonce de la fermeture de l'usine de Marlenheim, au mois d'avril, la quasi-totalité des travailleurs de Steelcase avaient fait près de quinze jours de grève, avec des actions assez spectaculaires – une centaine de travailleurs s'invitant dans la salle des négociations, une séance de jets d'œufs sur la belle façade du siège, le lieu des négociations suivantes entouré par les grévistes, etc. – pour inquiéter sérieusement la direction, mais tout de même pas suffisamment pour lui faire lâcher quoi que ce soit de significatif. Finalement ils avaient repris le travail lorsque

les syndicats ont décidé de mettre l'affaire en justice pour des questions de procédures non respectées. Le 15 juin le tribunal donnait raison aux syndicats et la direction a dû reprendre sa copie.

Après des négociations marathon toute la journée de vendredi 25 juin jusqu'à 4 heures du matin, les syndicats ont signé un accord.

Une des revendications des travailleurs au moins est satisfaite : ceux qui ne voudront pas, pour des raisons géographiques par exemple, être reclassés dans une des usines du groupe toucheront les

indemnités de départ comme ceux qui seront licenciés. Dans un premier temps en effet, la direction s'arrogeait le droit de considérer ceux qui refuseraient le reclassement comme démissionnaires et donc de ne donner aucune indemnité. Sur cela, elle a au moins reculé. Ceux qui partiront auront droit à une indemnité de 50 000 euros brut auxquels s'ajoutent les indemnités conventionnelles d'environ 500 euros par année d'ancienneté. Enfin les salariés licenciés toucheront leur salaire pendant neuf mois à condition de rechercher un travail

activement. Ce qui est tout de même une condition scandaleuse de la part d'une direction qui contribue à augmenter le chômage dans la région en jetant plus de cent salariés à la porte. Cela ne lui coûte pas cher non plus de promettre une compensation à hauteur de 300 euros pendant 24 mois pour ceux qui retrouveront un travail à un salaire inférieur à ce qu'ils gagnaient chez Steelcase.

On est loin des 300 000 euros que des travailleurs avaient estimés nécessaires pour survivre dans cette période où des milliers de

travailleurs se retrouvent sans emploi et où les embauches sont plus que rares. Mais la lassitude aidant, ils se sont laissés convaincre par les syndicalistes, qui eux-mêmes n'ont pas résisté au chantage de la direction : « *Si vous ne signez pas aujourd'hui, il n'y aura rien.* »

Néanmoins, les quelques reculs de la direction par rapport à ses propositions du mois d'avril sont à mettre à l'actif des travailleurs qui se sont battus et ont mis une certaine pression sur les représentants des patrons de Steelcase.

Correspondant LO

• SNCF – Île-de-France

Pépy parle de modernisation, mais... à petite vitesse

Une interview de Guillaume Pépy, président de la SNCF, a été publiée dans *Le Parisien* du mardi 29 juin. Il s'est appliqué à vanter sa politique à la tête de la société ferroviaire qui, à l'en croire, aurait comme unique souci le bien-être des usagers.

Côté cheminots d'abord, il est catégorique : il faut en finir avec les grèves et, dit-il, « *mon obsession est que la grève ne rapporte pas plus que la négociation* ». Sauf que, lorsqu'il y en a, c'est-à-dire quand la direction le décide, la négociation ne rapporte jamais rien en termes de salaires, de maintien du système des retraites, d'emplois, de conditions de travail, etc. Et les cheminots qui ont largement participé à la journée du 24 juin sont bien conscients qu'il leur faut recourir à la grève s'ils veulent obtenir satisfaction sur leurs revendications essentielles. Quant aux usagers, Pépy a peu de choses à annoncer.

« *J'ai fait, dit-il, de la modernisation des trains de la vie quotidienne ma première priorité.* » Les trois millions d'usagers franciliens, dont la plupart sont des travailleurs qui prennent le train deux fois par jour pour aller et revenir de leur travail, apprécieront. Eux connaissent depuis des années l'entassement dans de vieilles rames, les retards répétés, les suppressions de trains, les incidents techniques à répétition, etc., et même les hausses programmées sous prétexte, explique Pépy, qu'on « *ne peut à la fois vouloir que la SNCF se*

modernise et refuser l'augmentation des tarifs » ! Mais les investissements visant à moderniser le transport des voyageurs ne sont pas à la hauteur des besoins. Pépy reconnaît lui-même que 40 % des retards relèvent de la responsabilité de la SNCF, que le matériel laisse à désirer et annonce qu'en accord avec le Conseil régional d'Île-de-France et le Syndicat des Transports d'Île-de-France 172 trains neufs vont être achetés (sur des milliers de trains en circulation en Île-de-France).

Pour que cette amélioration prenne corps, il faudrait non pas supprimer des milliers d'emplois comme cela est prévu, mais embaucher le personnel qui manque partout : pour entretenir correctement et régulièrement les voies, pour réparer les motrices et les voitures dans les ateliers, pour nettoyer les rames, etc.

Pour lutter contre l'insécurité, Pépy a décidé de « *généraliser les caméras de vidéo-surveillance dans les gares et dans les trains* », qui seront au nombre de 12 000 en 2013, et de créer un numéro gratuit à appeler en cas d'urgence. Pourquoi pas ? Mais cela ne remplacera pas le personnel, qui devrait être en permanence présent dans les gares et sur les quais, indispensable pour aider les voyageurs au quotidien, voire pour dissuader les importuns de toutes sortes.

En fait de priorité, Pépy, toute la direction de la SNCF comme le gouvernement sont engagés dans une politique de rentabilité, face à laquelle les besoins des voyageurs comme des cheminots comptent pour très peu.

Lucienne PLAIN



• Fret SNCF

Stop à la fermeture des triages et à la suppression de milliers de postes de travail !

Sous prétexte de réorganiser son trafic de marchandises, la SNCF se débarrasse progressivement, depuis des années, de pans entiers de cette activité.

Quelque 60 % du transport de marchandises par « wagons isolés » seraient abandonnés dans les années à venir, avec pour conséquences des dizaines de milliers de poids-lourds supplémentaires sur les routes ainsi que la fermeture de la plupart des triages du pays, soit la suppression de plusieurs milliers de postes de travail. Qu'il s'agisse du triage de Sibelin, près de Lyon, de celui de Sotteville-les-Rouen,

de Villeneuve-Saint-Georges ou du Bourget en région parisienne, ce sont partout des travailleurs qui ne savent pas quel avenir leur réserve la direction SNCF.

Que vont devenir les cheminots qui travaillent sur ces triages, dans des conditions souvent difficiles, en 3x8, dehors par tous les temps, dont certains sont des travailleurs immigrés embauchés sous contrat privé et non SNCF ? La direction du Fret SNCF estime qu'entre 4 000 et 6 000 emplois sur un total de 14 000 devraient disparaître avec sa réforme du Fret, qui s'accompagne d'une large ouverture du transport de marchandises aux entreprises privées. Pourtant, il n'y

a aucune raison pour que les travailleurs fassent les frais de cette politique.

Certes, il faut arrêter la direction SNCF dans sa volonté de se débarrasser largement du transport de marchandises et plus généralement l'arrêter dans sa politique de recherche du profit dans l'ensemble de ses activités. Le transport des voyageurs comme celui des marchandises sont des activités qui intéressent toute la collectivité et qui devraient être organisées en fonction de leur rentabilité sociale et non pas seulement et uniquement en fonction des perspectives de profit, de rentabilité, qu'elles font miroiter.

L. P.

30 juin 1960

L'indépendance du Congo belge

Le 30 juin 1960, la Belgique octroyait l'indépendance au Congo, son ancienne colonie. À l'issue de négociations avec les principaux leaders politiques, le roi Baudouin transmettait le pouvoir à Joseph Kasavubu et Patrice Lumumba, respectivement président et Premier ministre de la nouvelle république. Mais l'impérialisme belge entendait bien conserver un droit de regard sur l'évolution du pays et préserver ses intérêts économiques, quitte à mettre le Congo à feu et à sang pendant cinq ans.

Un lourd passé colonial

C'est dans les années 1880 que le roi Léopold II de Belgique, jouant sur les rivalités entre la France, l'Angleterre et l'Allemagne en Afrique, s'empara d'un immense territoire, grand comme quatre-vingts fois la Belgique, qu'il considéra comme sa propriété. Il fit main basse sur les fabuleuses richesses naturelles du Congo, n'hésitant pas à recourir aux méthodes les plus barbares pour obtenir de la population le maximum d'ivoire puis de caoutchouc qui poussait à l'état sauvage dans les forêts équatoriales. En quelques années, ce système d'exploitation fit la fortune de Léopold et des sociétés capitalistes qui s'étaient engagées derrière lui, mais il coûta la vie à plusieurs millions d'Africains.

La cession du Congo par le roi à l'État belge, en 1908, ne changea rien à la domination coloniale. Des dizaines de milliers de fonctionnaires belges régnaient sur une population soumise au travail forcé et privée de tout droit politique.

Entre les deux guerres mondiales, les ressources minières du Congo (cuivre, diamant, étain, zinc et minerais rares...) furent largement exploitées, ainsi que d'immenses plantations consacrées à des cultures d'exportation (coton, café, riz, caoutchouc...). Les trusts qui pillaient le Congo, avec la protection et la complicité de l'État belge, avaient pour nom la Société Générale de Belgique, le Comité national du Kivu, la Société des huileries du Congo, la Forminières – une filiale de la Société Générale régnant sur l'exploitation des diamants du Kasai –, et surtout l'Union minière du Haut-Katanga. À la veille de l'indépendance, cette riche province assurait à elle seule plus de la moitié des exportations du pays.

De l'agitation anticoloniale à l'indépendance

Au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale, le Congo belge fut touché comme bien d'autres pays africains par une agitation anticoloniale. En 1944 et 1945, grèves, émeutes et révoltes se multiplièrent chez

Lumumba, confirmée par son succès aux premières élections générales de mai 1960.

À côté de ces deux grands partis, se créèrent de nombreux mouvements sur des bases régionales ou ethniques, comme la Conakat (Confédération des associations katangaises) de Moïse Tschombé, le PSA (Parti de la solidarité africaine) d'Antoine Gizenga, et bien d'autres, notamment au Kivu et au Kasai.

L'agitation anticoloniale culmina en 1959. Début janvier, la police ouvrit le feu pour disperser une réunion interdite de l'Abako à Léopoldville. Ce massacre, qui fit officiellement 49 morts et 116 blessés, déclencha un soulèvement populaire

circonstance de sa prison, à la demande insistante des autres participants. L'indépendance fut décidée pour le 30 juin 1960 et l'exécutif du nouveau pouvoir confié aux représentants de deux principaux partis, Kasavubu et Lumumba.

Le jour dit, Baudouin prononça un discours dans lequel il vantait les bienfaits de la colonisation et son action dans l'accession du pays à l'indépendance. Bousculant le protocole, Lumumba prit la parole derrière lui pour rétablir la vérité : l'indépendance n'était pas octroyée, mais le fruit d'une longue lutte après quatre-vingts ans d'humiliations, de spoliations et de souffrances pour la population noire.

Lumumba, après son arrestation.



United Press

les ouvriers, les paysans et les soldats.

Parallèlement, à l'initiative d'une petite élite intellectuelle qui ne comptait que quelques milliers de membres à la veille de l'indépendance, des clubs, des cercles d'études et des associations se constituèrent dans les grandes villes. Du côté des partis réclamant l'indépendance immédiate se trouvait l'Abako, l'association des Bakongo, une ethnie résidant principalement dans les régions de la capitale Léopoldville (aujourd'hui Kinshasa) et de l'embouchure du fleuve Congo. Son porte-parole était un ancien séminariste, Joseph Kasavubu. Le Mouvement national congolais, fondé par Patrice Lumumba en 1956, tenait quant à lui un langage très radical et prônait la création d'un État national dépassant les cloisonnements ethniques. La Belgique voyait d'un mauvais œil l'influence grandissante du MNC et de

qui dura plusieurs jours. Les manifestants, qui avaient pour revendication l'indépendance, s'attaquèrent à des colons blancs. L'armée réprima brutalement ce mouvement et, tenus pour responsables, plusieurs leaders de l'Abako, dont Kasavubu, furent arrêtés.

Devant l'ampleur de ces événements, le pouvoir belge comprit qu'il était en train de perdre sa colonie. Dans son discours du 13 janvier, le roi Baudouin évoqua pour la première fois, l'indépendance et la réunion d'un Parlement congolais élu au suffrage universel. Mais les troubles continuèrent et s'étendirent à tout le pays. En octobre, Lumumba fut à son tour arrêté après des émeutes à Stanleyville (aujourd'hui Kishangani).

Cherchant une issue à la crise, le pouvoir belge réunit à Bruxelles les leaders de tous les partis congolais, y compris Lumumba, qui sortit pour la

Les manœuvres sanglantes de l'impérialisme pour préserver ses intérêts

En dépit de l'indépendance, l'État belge entendait conserver un étroit contrôle sur le Congo. L'économie restait évidemment aux mains des trusts belges et occidentaux. L'armée, baptisée Force publique, était toujours encadrée par des officiers belges. Le général qui la commandait avait d'ailleurs fait inscrire ce slogan qui en disait long : « *Après l'indépendance = avant l'indépendance.* »

Mais la population pauvre des villes comme des campagnes attendait de l'indépendance une amélioration concrète de son niveau de vie et plus de considération de la part des Blancs. La situation restait donc très tendue. Un incident opposant des soldats congolais

à des officiers belges mit le feu aux poudres en provoquant une mutinerie à Thysville, qui s'étendit rapidement à toutes les garnisons du pays.

Lorsque la rébellion gagna le Katanga, les plus hautes autorités belges et l'Union minière suscitèrent la sécession de cette riche province et propulsèrent Moïse Tschombé, un nationaliste opposé à Lumumba, à la tête d'un gouvernement fantoche. Le Katanga fut bientôt rejoint par le Sud-Kasai, où agissait une filiale de la Société Générale contrôlant l'extraction du diamant. En fait, l'impérialisme belge attisait les rivalités ethniques et régionales, afin de provoquer l'éclatement du Congo et d'isoler les provinces les plus riches pour mieux les garder sous son contrôle.

Cette mutinerie et quelques exactions commises à l'encontre de la communauté blanche provoquèrent un vent de panique chez les fonctionnaires belges, dont beaucoup s'enfuirent. Invoquant la nécessité d'« assurer la protection de ses ressortissants », le gouvernement belge décida, à la mi-juillet, d'envoyer 10 000 soldats.

Lumumba lui-même réclama l'intervention de l'ONU contre l'agression extérieure de l'armée belge. Mais, en guise d'intervention, les troupes de l'ONU s'employèrent surtout à protéger les provinces sécessionnistes que le gouvernement central congolais entendait réduire.

Le coup d'État de Mobutu

L'impérialisme jugea que l'heure était venue de se débarrasser d'un Lumumba qui contrariait de plus en plus ses projets. Agissant d'un commun accord, la monarchie belge, les trusts, l'ONU et la CIA préparèrent son élimination. Avec leur aide, le colonel Mobutu s'empara du pouvoir le 14 septembre. Lumumba fut arrêté et placé en résidence surveillée. Après une tentative de fuite, il fut rattrapé par la soldatesque de Mobutu. Torturé, il fut envoyé au Katanga où Tschombé le fit assassiner le 17 janvier 1961.

Finalement, au terme d'une répression qui dura plusieurs mois et vit des milliers d'opposants arrêtés, voire exécutés, les bandes armées de Mobutu parvinrent à imposer leur dictature militaire qui allait sévir pendant plus de trente ans.

Roger MEYNIER

• Grèce

Nouvelle grève générale contre les attaques du gouvernement

Le mardi 29 juin, les syndicats grecs ont appelé à la cinquième journée de grève générale et de manifestations depuis le début de l'année. La confédération du secteur public (Adedy) et celle du secteur privé (Gsee) ont organisé des manifestations dans toutes les grandes villes du pays.

La tendance syndicale du Parti Communiste, Pame, a organisé comme à son habitude des rassemblements séparés. Une grande partie du secteur public a été paralysée et 15 000 manifestants se sont retrouvés à Athènes pour réclamer le retrait de la réforme des retraites.

Le gouvernement a en effet adopté vendredi 25 juin le projet de loi sur les retraites, qui devrait être voté le 8 juillet

et appliqué par étapes jusqu'à 2013. Ce projet prévoit que l'âge de départ en retraite sera porté à 65 ans pour tous les salariés du public et du privé, hommes et femmes, alors qu'elle peuvent partir à 60 ans. Il faudra 40 ans de cotisations, au lieu de 35 ou 37 ans, pour percevoir une pension complète. Cela pénalisera tous ceux qui pouvaient bénéficier d'une retraite anticipée, dont les mères de famille, en particulier dans la fonction publique. Ainsi, une mère de famille ayant des enfants mineurs, qui pouvait partir à 50 ans avec une retraite de 730 euros, devra attendre d'avoir 60 ans pour toucher 742 euros.

Le taux des pensions va aussi baisser à 64 % du salaire au lieu de 70 à 80 % aujourd'hui. Dans la fonction publique, à partir de 2015, les pensions pourraient être réduites encore davantage,

puisqu'elles seront composées d'une pension de base et d'une pension « proportionnelle » aux contributions versées pendant la vie professionnelle. Enfin, la pension minimum sera de 360 euros !

Quant à ceux qui sont déjà retraités, on ne les oublie pas : dès le 1^{er} août 2010, au titre de la solidarité, toutes les pensions supérieures à 1 400 euros seront affectées d'une retenue à coefficient progressif, de 3 à 10 %.

Mais un autre projet a exaspéré les travailleurs grecs : celui sur les « relations du travail », qui prévoit une réduction de 50 % de l'indemnité de licenciement, une augmentation de 5 % du seuil des licenciements, la suppression du droit unilatéral pour recourir à un arbitrage en cas de conflit – autrement dit, il faudrait attaquer son patron avec son accord !

Enfin, le gouvernement

prévoit d'instaurer des smics « jeunes » : 80 % du salaire minimum (592 euros) pour les moins de 21 ans, 85 % (629 euros) pour les moins de 25 ans. Même si la législation du travail est bien souvent tournée par le patronat, en Grèce comme ailleurs, ce projet remis aux partenaires sociaux, pour discussion, est une véritable escroquerie.

En dehors des journées de grève générale, les débrayages, grèves et manifestations en tout genre n'ont jamais cessé. Rien que depuis la mi-juin, les travailleurs du chemin de fer ont fait trois jours de grève contre la privatisation du réseau ; ceux du métro d'Athènes, trois jours aussi pour protester contre le licenciement de 350 contractuels ; les employés de la radio-télévision ont multiplié les arrêts de travail ; le personnel de santé manifeste contre la

situation catastrophique des hôpitaux publics, où le matériel et les fournitures manquent. L'État n'ayant pas payé les fournisseurs, ceux-ci refusent de les approvisionner.

Le 1^{er} juillet, la hausse de la TVA de 21 à 23 % va entrer en vigueur, le chômage a augmenté avec la fermeture, entre autres, de nombreux petits commerces – 16 000 selon la Fédération nationale du commerce. Les fonctionnaires ont vu disparaître leur prime de vacances.

Ce sont autant de raisons de continuer à protester contre cette politique d'austérité qu'à des degrés différents tous les gouvernements européens présentent aux travailleurs comme la seule issue à la crise, mais qui exprime en fait la volonté du patronat de faire payer les classes populaires.

Sylvie MARECHAL

• Maroc

Intervention brutale du pouvoir contre les étudiants d'Agadir

Pendant l'année scolaire, dans plusieurs universités du Maroc, des étudiants se sont battus contre les effets de la politique gouvernementale d'abandon progressif de l'université publique et gratuite.

À Agadir en particulier, des étudiants autour du syndicat UNEM (Union nationale des étudiants du Maroc) ont régulièrement protesté contre la détérioration de leurs conditions d'étude et d'hébergement, l'absence de moyens de transport collectif, de restaurant universitaire, le retard dans le versement des bourses ou la baisse des effectifs des enseignants. Ceux-ci ont d'ailleurs également été en grève pendant deux jours.

Bien qu'elle ait cédé sur certains points, notamment à la faculté de droit d'Agadir, l'administration universitaire imposait unilatéralement, début juin, des dates d'examens très proches de la fin des cours, ce qui pour beaucoup signifiait l'échec assuré. Pour répondre à cette mesure autoritaire, l'UNEM appela à boycotter les examens, organisant le jour dit une manifestation qui eut à affronter les forces de police.

À la suite d'une assemblée générale organisée le 7 juin à l'université, qui confirmait l'appel au boycott des examens, les autorités firent appel à la police qui investit brutalement les locaux.

La police arrêta une trentaine d'étudiants, relâchant toutefois une partie d'entre eux dans la nuit. Certains furent blessés, dont une gravement, une étudiante poussée du deuxième étage.

Presque immédiatement présentés devant le tribunal, les dix étudiants arrêtés ont vu leur procès reporté, certains mis en liberté conditionnelle, d'autres envoyés à la prison d'Inezgane. À Marrakech, à Tanger, à Oujda, d'autres syndicalistes étudiants ont été arrêtés, puis parfois relâchés, tandis que certains sont encore en prison, depuis plusieurs mois.

La répression chérifienne s'abat sur tous ceux qui, comme récemment les ouvriers et les syndicalistes de la Smesi à Khouribga, s'organisent pour exiger que leurs droits soient un minimum respectés.

Les étudiants et tous les militants emprisonnés doivent être libérés !

Viviane LAFONT

• Dacia – Pitesti – Roumanie

Un ouvrier tué à l'usine Dacia-Renault

Lundi soir 14 juin, dans l'usine de mécanique Dacia de Pitesti, en Roumanie, où sont fabriqués et assemblés les moteurs et les éléments de châssis des Logan et des Sandero, un technicien est mort au travail.

Jean Dragomir avait 46 ans, il intervenait dans le secteur des machines-outils. Il contrôlait un robot qui mesure la cote des arbres de moteur. Pour diminuer le temps d'arrêt des installations, il intervenait à l'intérieur de l'ensemble de machines, de l'îlot robotisé, en fonctionnement, malgré le danger que cela représente.

La direction de l'usine ne pouvait pas ignorer cette pratique car, à Dacia comme dans les autres usines du groupe Renault, certains hauts cadres n'ont parfois pas hésité à faire effectuer ce type

d'intervention extrêmement dangereuses.

Cette pratique n'a jamais été autorisée : pourtant, dans les services de maintenance, il reste encore au fond des tiroirs des targettes libres, démontées de leur support, grâce auxquelles il devient très simple de neutraliser la serrure de sécurité qui verrouille les portillons donnant accès à l'intérieur des îlots robotisés.

Après l'accident mortel du travailleur de Pitesti, la direction de l'usine, le procureur, la police, l'inspecteur du travail ont unanimement déclaré que « les systèmes de sécurité n'étaient pas la cause de l'accident » et que « la procédure d'intervention n'avait pas été respectée ». L'enquête de police en cours, qui visualisera le film de la caméra de surveillance du secteur, en dira-t-elle plus ?

Suite à l'accident qui a

coûté la vie à ce travailleur, la direction de Renault a publié le 28 juin une note d'information rappelant qu'il était strictement interdit de ne pas respecter les procédures de consignation des installations automatisées.... C'est faire peu de cas des conditions générales de l'exploitation quotidienne. Qui cherche en permanence à diminuer les temps de panne ? Qui a supprimé tellement de personnel de maintenance que chacun intervient seul dans des installations entièrement robotisées et automatisées, toujours plus vastes ?

En 2009, les ouvriers de Dacia ont produit 311 000 voitures, 20 % de plus qu'en 2008. Dacia a réalisé 54 millions d'euros de profit et absorbé la filiale ACL. Il n'y a pas à chercher bien loin les responsables de cet accident du travail !

Correspondant LO